

LUNDI 17 JUIN 2024 | N° 23964 | 2,70 € | www.humanite.fr

l'Humanité
LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

POUVOIR D'ACHAT, LE NERF DE LA GUERRE DU FRONT POPULAIRE

Les manifestations de samedi contre l'extrême droite ont lancé la campagne de la gauche unie, qui donne la priorité aux urgences sociales. P. 2

HENRIQUE CAMPOS / HANS LUCAS / AFP

BELGIQUE 2,80 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3 € - MAROC 34 MAD
M 00110 - 617 - F: 2,70 €

La gauche unie fait de l'urgence sociale sa priorité

LÉGISLATIVES Les partis du Nouveau Front populaire se sont mis d'accord sur des mesures afin de redonner des moyens économiques aux Français. Mais ils devront composer avec le champ de ruines laissé par Emmanuel Macron.



Le 15 juin, à Paris. Les jeunes, en première ligne de la mobilisation citoyenne. PHOTOS: AYOUB BENKARROUM/REA

C'est l'une des premières urgences du Nouveau Front populaire (NFP), le principe phare de son programme de rupture. Dans les quinze jours qui suivront sa victoire aux législatives, la gauche unie entend redonner du pouvoir d'achat aux citoyens. *« Dès notre arrivée au pouvoir, nous déciderons le blocage des prix sur l'alimentation et l'énergie »*, a confirmé Manuel Bompard, coordinateur de la France insoumise, vendredi, lors de la conférence de presse de présentation. Les prix des carburants seraient eux aussi bloqués par décret. En somme, contrer l'inflation est une priorité, alors que, sous l'effet combiné de la guerre en Ukraine et de la crise de l'énergie, elle a bondi durant le second quinquennat Macron, atteignant 6,3 % en 2023.

Si Renaissance distille bien quelques mesurettes censées améliorer la vie des Français en vue des législatives (voir page 14), la Macronie s'est toujours refusée à opter pour le blocage des prix, alors même que l'efficacité à court terme de la mesure n'est plus à démontrer. Emmanuel Macron n'avait d'ailleurs pas hésité à y recourir pour les masques et les gels hydroalcooliques lors de la crise du Covid. Dans les cent premiers jours, le NFP propose également d'abolir la taxe Macron de 10 % sur les factures d'énergie (suspendue pendant deux ans avant d'être rétablie), d'annuler la hausse programmée du gaz au 1er juillet et d'instaurer la gratuité des premiers kilowattheures.

> **« Nous indexerons les salaires sur l'inflation. Nous augmenterons de 10 % le point d'indice des fonctionnaires. »**
> FABIEN ROUSSEL, SECRÉTAIRE NATIONAL DU PCF

Comme le résume Fabien Roussel, secrétaire national du PCF : *« C'est un projet pour vous protéger. (...) Nous porterons aussi le Smic à 1600 euros net, soit 2000 euros brut. Les cotisations financeront la protection sociale. Nous indexerons les salaires sur l'inflation. Nous augmenterons de 10 % le point d'indice des fonctionnaires. »* Alors que, entre 2021 et 2023, le nombre de personnes rémunérées au salaire minimum a flambé de 50 %, en décembre 2023, un groupe d'experts avait pourtant refusé de se prononcer en faveur de l'augmentation du Smic au 1er janvier, préconisant de s'en tenir à la hausse automatique de 1,7 %. Durant les deux derniers quinquennats, les efforts sur les rémunérations se sont ainsi limités à l'octroi des fameuses primes pour le pouvoir d'achat (prime Macron), exceptionnelles et défiscalisées pour les employeurs, ainsi qu'à des coups de pouce épisodiques malgré les nombreuses luttes pour exiger des revalorisations pérennes de salaires. Résultat : entre 2009 et 2023, les revenus du travail n'ont pas enrichi les Français, selon l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques).





ÉDITORIAL
PAR STÉPHANE SAHUC

Le camp du peuple

Emmanuel Macron a raison sur un point. Avec la dissolution, les masques tombent et chacun revient à ses fondamentaux. Du côté droit de l'échiquier politique, le ralliement avec armes, bagages et programme d'Éric Ciotti, le premier responsable de LR, prouve bien la nature profondément antisociale des propositions du RN en matière économique. Ce parti qui prétend défendre les « travailleurs français » contre des « étrangers » s'emploie en réalité à diviser les travailleurs en les dressant les uns contre les autres plutôt que de les unir pour défendre leurs intérêts communs contre le patronat. Le retour au bercail, en douceur, de Marion Maréchal montre également comment le RN reste avant tout une affaire de famille dont le racisme et l'antisémite historiques demeurent le moteur.

De l'autre côté de l'échiquier, c'est également la reprise des fondamentaux. À commencer par cette union contre l'extrême droite et le fascisme. Mais également avec ce programme révélé vendredi qui, non seulement, marque une rupture avec ce ruissellement inversé qui enrichit toujours les plus riches, mais qui pourrait vraiment améliorer la vie des habitants de ce pays et notamment celles des couches populaires et des plus fragiles. Pour faire connaître ce programme et déjouer l'escroquerie sociale du RN, il faut que tous ceux qui voient dans le Nouveau Front populaire l'espoir d'une vie meilleure en deviennent les militants. Le peuple doit rejoindre son camp naturel, celui de la justice sociale et du progrès.

Sans surprise, comme en 1936, le patronat et ses laquais crient au voleur et prétendent que la France court à sa ruine. Le temps n'y fait rien, la rengaine est toujours la même. C'est aux travailleurs de se serrer la ceinture et aux jeunes d'amputer leurs rêves d'avenir. L'histoire nous enseigne l'inverse. 1936 a relevé la France que la crise capitaliste des années 1930 avait plongée dans la misère. 1945 a choisi les avancées sociales et démocratiques pour reconstruire le pays que ceux dont le RN est l'héritier avaient brisé et ruiné. Il reste quinze jours, quinze jours pour, comme l'écrivait Prévert, que *« le travail se réveille, casse sa chaîne… pose son outil… Et tous les travailleurs se réveillent avec lui (…) Et le patronat grince des dents »*. ■

> Le temps n'y fait rien, la rengaine est toujours la même.

Aujourd'hui, 19,5 % des travailleurs touchent moins de 1 500 euros net mensuels, selon l'Insee. Alors, samedi, dans le cortège anti-Rassemblement national parisien, certains manifestants se réjouissaient de voir reprise la mesure de l'indexation des salaires sur l'inflation, exigée depuis longtemps par la CGT, FO, le PCF et la FI. Conseiller à France Travail à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) et élu CGT, Guy déplore un niveau de salaire *« au ras des pâquerettes, alors que nous avons de plus en plus de chômeurs à suivre »* et confie : *« Je me reconnais donc beaucoup dans ces propositions. »*

> **19,5%**
> C'est la part des travailleurs qui touchent moins de 1 500 euros net mensuels, selon l'Insee.

REVALORISATION DES MINIMA SOCIAUX

Autres mesures censées entrer en application immédiatement en cas de majorité du Nouveau Front populaire : l'augmentation du minimum contributif au niveau du Smic et celle du minimum vieillesse au niveau du seuil de pauvreté, qui devrait permettre de desserrer l'étau pour les aînés. Car, si le président de la République avait promis une retraite minimale à 1 200 euros pour faire passer la pilule de sa contre-réforme de 2023, la situation des pensionnés n'a cessé de se dégrader.

Avec un revenu à peine au Smic, Anne-Marie, 66 ans, retraitée dans le secteur de la culture en Seine-Saint-Denis et arborant fièrement un autocollant « Front populaire, utopiste débout », boucle tout juste ses fins de mois. *« J'aimerais bien aider financièrement mes enfants, mais là, c'est impossible. Pour me divertir, je mise avant tout sur les activités gratuites. »* Dans le secteur agricole, mobilisé des semaines en début d'année, la garantie d'un prix plancher et rémunérateur – revendication historique de la Confédération paysanne, désormais inscrite dans le programme du NFP – devrait, là aussi, permettre un gain certain de pouvoir d'achat.

Selon le baromètre Ipsos/le Secours populaire français, publié en août 2023, il est plus que temps d'agir. Près d'un Français sondé sur cinq (18 %) vit à découvert, une hausse de 3 points par rapport à l'année passée. Un tiers des ouvriers (31 %) et un quart des employés (25 %) sont confrontés à cette situation. Un Français sur deux s'est retrouvé dans l'incapacité absolue ou partielle de payer des frais médicaux.

D'autres propositions, comme l'abolition des réformes successives de l'assurance-chômage, qui a fait baisser la durée et le montant des indemnisations des privés d'emploi, ou une allocation adulte handicapée (AAH) portée au niveau du Smic, devraient également contribuer à amorcer une sortie de la précarité. Seul bémol, la hausse du RSA (autour de 600 euros pour une personne seule) n'est pas explicitement mentionnée par le Nouveau Front populaire.

« Nous ferons en sorte de financer ce projet ambitieux en prenant dans la poche de ceux qui en ont les moyens. Le président de la République avait appelé à un "réarmement civique". Nous y appelons aussi ! » exhorte Olivier Faure, premier secrétaire du Parti socialiste, concernant ce volet budgétaire qui a suscité les critiques du camp patronal et des libéraux. Une ambition partagée par Patrice, 56 ans, designer dans le milieu du luxe, brandissant dans la manifestation de samedi une pancarte *« Jordan (Bardella), just don't do it »* (ne le fait pas). *« Je suis prêt à payer plus d'impôts pour aider les personnes modestes. Je suis pour le rétablissement de l'impôt sur la fortune. Il faut que tout le monde puisse vivre dignement. C'est ça, contribuer à l'effort de société. »* Face à l'imposture sociale promise par le RN et aux attaques tous azimuts des macronistes, Fabien Roussel prévient : *« Il n'y aura pas de transformation sans la mobilisation du peuple tout entier, des syndicats et des forces associatives. »* ■

CÉCILE ROUSSEAU AVEC NAÏM SAKHI





Un programme qui éloigne la peur du lendemain

En instaurant un véritable service public qui permet une vie digne, le projet du Nouveau Front populaire rétablit des filets de sécurité pour prévenir le déclassement et les réflexes délétères qu'il engendre.

DÉCRYPTAGE

Imaginons une société où l'on ne renoncerait plus à se soigner faute de moyens, où l'école serait réellement gratuite et les études supérieures accessibles à tous, où trouver un logement digne ne relèverait plus du parcours du combattant, où la peur du chômage, de la pauvreté, de « l'autre » érigé en bouc émissaire ou en ennemi aurait disparu. Un monde où la perspective de l'effondrement écologique et de la multiplication des conflits attisés par les vendeurs d'armes et de haine s'éloignerait. Avec les mesures contenues dans le programme du Nouveau Front populaire (NFP), ce qui semblait jusqu'alors inatteignable est aujourd'hui à portée de bulletin de vote.

ASSURANCE-CHÔMAGE, RETRAITES... LA FIN DES RÉGRESSIONS SOCIALES

Dans le champ social, le NFP s'est fixé deux missions : abroger les contre-réformes macronistes et améliorer l'existant. Pour ce qui est des retraites, la coalition propose de revenir sur le recul de l'âge de départ à 64 ans, promulgué au printemps 2023, tout en réintroduisant les quatre critères de pénibilité supprimés par Emmanuel Macron lors de son premier quinquennat (exposition à des agents chimiques dangereux, manutention de charges, postures pénibles et vibrations) qui permettaient un départ anticipé. Le NFP veut également *« réaffirmer l'objectif commun du droit à la retraite à 60 ans »*, en traçant quelques pistes de financement (augmentation de 0,25 point par an pendant cinq ans des cotisations vieillesse, surcotisation sur les hauts salaires, cotisation sur les dividendes, etc.).

La coalition de gauche veut également stopper le démantèlement de l'assurance-chômage entrepris dès le premier quinquennat d'Emmanuel Macron. Les gouvernements macronistes ont joué sur tous les paramètres : dégressivité des allocations pour les cadres, modification à la baisse du calcul de l'allocation, durcissement des conditions d'accès, diminution de la durée maximale d'indemnisation. Toutes ces réformes seraient abrogées en cas d'arrivée de la gauche au pouvoir.

Enfin, le NFP promet de promouvoir les droits des travailleurs en organisant, notamment, une conférence nationale sur le travail et la pénibilité visant au *« rétablissement de la durée effective hebdomadaire du travail à 35 heures »*, ainsi qu'au passage aux 32 heures dans les métiers pénibles ou de nuit immédiatement, avant son extension par la négociation collective.

LOGEMENT, SANTÉ, ÉDUCATION ACCÈS AUX DROITS GARANTI POUR TOUS

En matière de logement, premier poste de dépenses des ménages, le NFP promet une revalorisation de 10 % des APL, ainsi que l'interdiction des coupures d'électricité pour impayés. Au-delà de ces aides d'urgence, il prévoit la relance du secteur HLM grâce à la suppression de la ponction de 1,4 milliard d'euros par an mise en place depuis 2018. L'objectif est la création de 200 000 logements publics par an. Dans le secteur privé, l'encadrement des loyers deviendrait obligatoire dans toutes les zones tendues. En matière de protection des locataires, sont prévues l'abrogation de la loi Kasbarian – qui criminalise l'occupation de locaux vides et facilite les expulsions –, l'interdiction d'expulsions sans propositions de relogement ou d'hébergement et une garantie universelle des loyers – qui facilite l'accès à un logement pour ceux qui ne disposent pas de garants.

Côté éducation nationale, le NFP veut abroger le « choc des savoirs », Parcoursup et le service national universel. Il promet une réduction des effectifs en classe sous la barre des 19 élèves, des revalorisations salariales pour les enseignants et une école réellement inclusive, en formant et titularisant les actuels accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH). Il s'agira également de parvenir à la gratuité intégrale de l'école





Manifestation contre l'extrême droite, à Paris, le 15 juin. POLYVIOS ANEMOYANNIS/HANS LUCAS/AFP

avec la prise en charge par la collectivité de la cantine scolaire, des fournitures, des transports et des activités périscolaires. La création d'une allocation d'autonomie accessible dès 18 ans pour les foyers et les étudiants situés en dessous du seuil de pauvreté et même dès 16 ans pour les élèves des lycées professionnels est également au programme.

Concernant la santé, alors que 2 millions de personnes vivent dans des déserts médicaux et que la moitié des médecins généralistes n'acceptent plus de nouveaux patients, le NFP se positionne en faveur de la régulation de l'installation des médecins, promet un plan pluriannuel de recrutement des professionnels du soin et du médico-social, ainsi que la revalorisation des métiers et des salaires. Il prône aussi le rétablissement des permanences de soins dans les centres de santé. Tandis que 44 % des Français ont déjà fait face à une pénurie de médicaments, le Nouveau Front populaire plaide pour une politique alternative à la financiarisation du secteur via la création d'un pôle public du médicament avec renforcement des obligations de stocks.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
CONCILIER ÉCOLOGIE ET JUSTICE SOCIALE

Une loi énergie climat pour jeter les bases de la planification écologique, un moratoire sur l'autoroute A69 et les projets de méga-bassines, la protection de la biodiversité : le NFP remet dans son programme l'écologie au cœur des politiques publiques. Jean-François Julliard, directeur de Greenpeace, l'a souligné lors de la présentation du programme, qui comporte *« une série de mesures ambitieuses, à même de répondre aux défis des transformations de notre société sans laisser personne au bord de la route »*. Rénovation thermique des logements, transports publics, gestion publique de l'eau et gratuité des premiers mètres cubes, puis tarification progressive : l'égalité républicaine est au cœur de l'objectif de neutralité carbone en 2050. Souvent parent pauvre des débats environnementaux, la biodiversité n'est pas oubliée. Le NFP vise la protection des zones naturelles et le doublement des aires maritimes protégées. Les équipes des offices publics de protection de l'environnement seraient renforcées. Et la gauche unie n'omet ni la nécessité de soutenir, au niveau mondial, la reconnaissance du crime d'écocide, ni la création d'un tribunal de justice climatique, ni la fiscalité, avec l'arrêt des financements aux banques soutenant l'exploitation des énergies fossiles.

LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS
VIVRE ENSEMBLE SANS PEUR, NI HAINE

L'accueil digne que propose le NFP passe par l'abrogation de la loi asile et immigration, promulguée début 2024, et par l'instauration d'un accompagnement social et d'une autorisation de travailler pour les demandeurs d'asile. *« Permettre aux personnes de travailler, c'est leur permettre d'avoir une vie digne, de se loger, de s'intégrer. Et d'ailleurs, si les personnes sont autorisées à travailler, elles auront d'autant moins besoin d'accompagnement social »*, souligne Stéphane Maugendre, président honoraire du Gisti, qui salue également les mesures concernant la facilitation de l'accès aux visas, rappelant que *« refuser les voies légales, c'est faire le jeu des profiteurs de l'immigration clandestine »*.

Défendre les valeurs de la République, c'est aussi lutter contre toutes les formes de racisme, contre l'antisémitisme et l'islamophobie. C'est ce à quoi s'engage le NFP à travers une série de mesures visant à *« donner à la justice les moyens de poursuivre et de sanctionner les auteurs de propos ou actes racistes, islamophobes et antisémites »* avec la création d'un *« commissariat à l'égalité doté d'un observatoire des discriminations et de pôles spécialisés au sein des services publics et des cours d'appel »*. Sont également prévus l'adoption d'un *« plan de lutte contre les discriminations, notamment à l'embauche, à la santé et au logement, et le renforcement des sanctions »*. Des propositions *« globalement salvatrices »*, pour Dominique Sopo, le président de SOS Racisme.

Cette volonté d'apaisement se traduit aussi par une volonté de rupture avec la répression policière : *« Suppression de la réforme Darmanin sur la police judiciaire »*, *« rétablissement de la police de proximité »*, abandonnée il y a plus de vingt ans par Nicolas Sarkozy et jamais remise sur pied depuis, *« révision »* de la loi Cazeneuve de 2017 et de la *« doctrine d'ouverture du feu lors des refus d'obtempérer pour que cessent les morts »*... L'objectif, à quelques jours du premier anniversaire du décès de Nahel, à Nanterre, est bien de *« refonder une police républicaine »* qui puisse être véritablement au service des citoyens et de concilier la protection de la population avec celle des libertés publiques.

Enfin, après les drames des meurtres de Samuel Paty en 2020 et Dominique Bernard en 2023, le NFP affiche la volonté de revenir à une laïcité du vivre-ensemble à la fois sûre d'elle, protectrice de tous et apaisée.

INTERNATIONAL ET DIPLOMATIE
L'URGENCE DE LA PAIX

Nonobstant la prérogative du président de la République en matière de politique étrangère, le NFP entend favoriser l'émergence *« d'une voix de paix pour la France sur la scène internationale »*. Cette diplomatie s'articule, à rebours de celle menée par Emmanuel Macron, lancé dans une escalade guerrière mortifère, autour d'axes forts : une diplomatie de l'environnement, de la santé avec la levée des brevets sur les vaccins, enfin une diplomatie féministe, en pesant sur le plan européen et en augmentant le financement international pour les droits des femmes.

À propos de l'invasion russe en Ukraine, il s'agit de *« faire échec à la guerre d'agression de Vladimir Poutine »*, y compris par des *« livraisons d'armes »*, afin de *« défendre indéfectiblement la souveraineté et la liberté du peuple ukrainien »*. Cela ne dispensant pas d'œuvrer effectivement à la résolution du conflit, au *« retour de la paix »*.

Autre priorité de la gauche unie : *« Se donner les moyens d'obtenir un cessez-le-feu immédiat face aux massacres en cours à Gaza. »* Le programme condamne clairement *« les attaques terroristes du Hamas »*, dont le NFP rejette *« le projet théocratique »*. Il s'agit aussi de *« rompre avec le soutien coupable du gouvernement français au gouvernement suprémaciste d'extrême droite de Netanyahou »*. Obtenir un cessez-le-feu passe par des *« sanctions »* contre le gouvernement israélien, la reconnaissance de l'État de Palestine aux côtés de l'État d'Israël et un embargo sur les livraisons d'armes. Des propositions conformes au droit international, en accord avec la Cour pénale internationale et qui entendent concourir à *« faire respecter l'ordonnance de la Cour internationale de justice »* qui évoque un *« risque de génocide »* à Gaza. ■

EUGÉNIE BARBEZAT, CAMILLE BAUER, CYPRIEN CADDEO, ALEXANDRA CHAIGNON, OLIVIER CHARTRAIN, ALEXANDRE FACHE, BENJAMIN KÖNIG ET JESSICA STEPHAN

Un choc fiscal qui ne fait pas que des heureux

Pour mettre en œuvre toutes ses mesures de justice sociale, le Nouveau Front populaire prévoit une grande réforme portant sur la taxation et la redistribution. De quoi provoquer l'effroi du patronat et de la droite.

Les sept plaies d'Égypte s'abattant sur la France, c'est à peu près ce que prévoient les détracteurs du programme du Nouveau Front populaire (NFP) si les mesures listées étaient appliquées au lendemain des législatives anticipées. Le patron des patrons, Patrick Martin, promet ainsi *« une explosion des déficits et de la dette et une perte de confiance dans l'avenir »*. Quant à la minorité présidentielle, désormais appelée « Ensemble pour la République », elle chiffre le coût budgétaire du programme de la gauche à 286,8 milliards, avec 1,2 million d'emplois perdus.

Si le Medef et la Macronie ne lésinent pas sur les attaques, c'est que le principe sur lequel se fonde ce programme les inquiète au plus haut point. *« Nous ferons en sorte de financer ce projet très ambitieux en le prenant dans la poche de ceux qui en ont les moyens »*, résume Olivier Faure (PS).

Pour ce faire, un choc fiscal est envisagé, qui enterre la théorie fumeuse du ruissellement : progressivité de l'impôt sur le revenu (14 tranches) et de la contribution sociale généralisée (CSG) ; rétablissement de l'impôt sur la fortune (ISF, 4,5 milliards d'euros avant sa transformation en IFI), renforcé par un volet climatique ; suppression du prélèvement forfaitaire unique (alias flat tax, qui instaure un maximum d'imposition pour les très riches) et rétablissement de l'exit tax (prélèvement sur les contribuables déplaçant leur résidence fiscale à l'étranger), soit entre 1,9 et 3 milliards d'euros de recette pour ces deux mesures ; suppression des niches fiscales *« inefficaces, injustes et polluantes »* ; réforme de l'impôt sur l'héritage pour le rendre plus progressif, en ciblant les plus hauts patrimoines.

Selon le fiscaliste et porte-parole d'Attac, Vincent Drezet, *« les niches fiscales présentent un coût élevé de 90 milliards d'euros par an, auquel il faut ajouter le coût de mesures dites "déclassées", comme la niche Copé. Supprimer les moins efficaces permettrait de récupérer facilement 10 milliards d'euros à court terme »*. Les niches sociales seraient elles aussi revisitées. De quoi tailler dans les 200 milliards d'euros que coûtent toutes ces ristournes fiscales et sociales aux dépenses publiques.

Une simple ponction de 0,01 % sur les transactions financières rapporterait jusqu'à 11 milliards par an.

De même, le NFP promet de muscler la protection sociale en soumettant à cotisation les dividendes, les rachats d'action, mais aussi la participation, l'épargne salariale et les heures supplémentaires. Selon Oxfam, 71 % des bénéfices des 100 plus grosses entreprises françaises partent dans des rémunérations aux actionnaires non soumises à cotisations. Soit 75 milliards d'euros en 2021. Vincent Drezet chiffre entre 19 et 21 milliards d'euros par an ce que toutes ces mesures pourraient rapporter à la solidarité nationale. Quant au régime général des retraites, il serait conforté par une augmentation de la cotisation patronale vieillesse de 0,25 point par an pendant cinq ans.

Le programme de la gauche unie propose par ailleurs une taxation renforcée des transactions financières. Selon Attac, porteuse historique de la mesure, une simple ponction de 0,01 % rapporterait jusqu'à 11 milliards par an à la France. *« L'ensemble de ces mesures rendrait le système fiscal plus juste et plus rentable*, résume Vincent Drezet. *Cela renforcerait également le consentement à l'impôt car, contrairement à ce que prétendent les néolibéraux, la population éprouve un ras-le-bol des injustices fiscales et sociales. Pas un simple ras-le-bol fiscal. »*

HARMONISATION EUROPÉENNE

Le choc fiscal sera aussi porté au niveau européen, avec l'adoption d'*« un mécanisme d'harmonisation sociale par le haut entre États membres pour mettre fin au dumping social et fiscal »*, et le passage *« au vote à la majorité qualifiée au Conseil pour les questions fiscales »*.

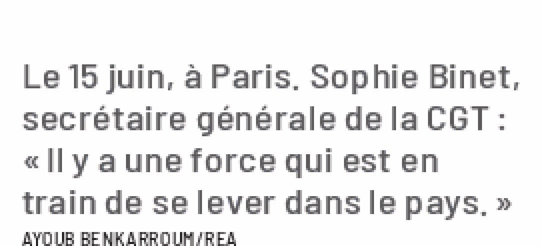
La lutte contre les paradis fiscaux n'est pas oubliée. Car l'évasion fiscale des multinationales représente 85 % des 100 à 120 milliards d'euros qui échappent chaque année à l'administration française. Le programme reprend aussi l'idée d'une taxation des superprofits au niveau européen qui rapporterait 42,3 milliards d'euros. Ce qui ravit l'économiste Gabriel Zucman, à l'origine de la mesure : à l'heure où *« les milliardaires payent moins de 2 % de leurs revenus en impôts sur le revenu »*, l'*« urgence »* est à taxer les grandes fortunes françaises, a réagi l'économiste, spécialiste mondial des inégalités.

Reste à gérer le problème du temps. Entre les dépenses rapides et nombreuses liées aux mesures sociales d'urgence du programme et l'arrivée échelonnée dans le temps de toutes ces nouvelles recettes, l'économiste de l'OFCE Mathieu Plane entrevoit *« une période de sortie de crise »* avec une dette plus élevée. Mais il pointe malgré tout le *« choc fiscal (…) dont il est possible de voir les effets »* à terme.

PIERRIC MARISSAL

Les représentants des partis qui composent le Nouveau Front populaire, le 14 juin, à la Maison de la chimie, à Paris. AYOUB BENKARROUM/REA




Le 15 juin, à Paris, Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT : « Il y a une force qui est en train de se lever dans le pays. »
AYOUB BENKARROUM/REA

Coup de semonce capital contre l'extrême droite

À la suite de l'appel de l'intersyndicale et des associations, 250 000 personnes se sont rassemblées, ce samedi, dans la capitale. Un seul objectif : que le Nouveau Front populaire l'emporte sur le RN.

REPORTAGE

Elles ont répondu présent. Ce samedi 15 juin, 640 000 personnes en France, dont 250 000 place de la République à Paris (75 000 selon la police), se sont mobilisées. Le but : manifester contre une potentielle arrivée du Rassemblement national à Matignon. *« Nous sommes unis*, se réjouit Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT. *Nous avons déjà vu des manifestations très fortes, dès le dimanche 9 juin, avec un grand nombre de jeunes. Il y a une force qui est en train de se lever dans le pays. »* En vue des élections législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet, l'intersyndicale (CGT, CFDT, Unsa, FSU, Solidaires et Unef) et des associations (SOS Racisme, la Ligue des droits de l'homme…) ont appelé les citoyens à manifester partout en France. À Paris, dès midi et demi, ce samedi 15 juin, ils sont des centaines à converger place de la République. Les délégations se mettent en place sous l'œil attentif des militants motivés et déterminés à faire de cette journée une réussite. Parmi eux, Farid, chauffeur de poids lourd originaire de la région de Belfort. *« J'ai fait 600 kilomètres pour venir à la manifestation ! »* lance-t-il, lui qui s'est habitué aux longs trajets depuis le mouvement des gilets jaunes.

Il est 14 heures et sous un ciel d'orage, les drapeaux de la Kanaky, de la Palestine et LGBTQI se mêlent à ceux des organisations syndicales et du Nouveau Front populaire. Oui, face à l'extrême droite, les luttes se doivent de converger, et *« surtout en ce moment où c'est compliqué pour tout le monde »*, confie Arié Alimi. *« Il ne faut pas trop se poser de questions, et se jeter dans la bataille avec notre cœur et toute notre âme »*, poursuit l'avocat connu pour ses combats contre le racisme et les violences policières. C'est le cas sur la question sociale et tout le monde, ici, a la réforme des retraites en tête adoptée à coups de 49.3 au mépris des millions de personnes mobilisées contre le texte. *« L'histoire a montré que les travailleurs payent toujours le prix fort »*, résume Bertrand Durand, délégué syndical CGT à Radio France. Face au danger d'une accession du RN au pouvoir, la lutte contre le racisme fut, ce week-end, l'un des mots d'ordre cardinaux des manifestations populaires. *« L'extrême droite a toujours eu un rapport conflictuel avec les combats décoloniaux »*, rappelle l'ancien catcheur professionnel Kamel, veste militaire sur les épaules et drapeau de l'Algérie dans les mains. Louise, venue avec son fils âgé d'une dizaine d'années, Gabriel, confirme : *« Le fascisme, c'est l'enfer pour ma famille. Mon fils est franco-algérien. C'est donc une bataille de tous les jours. »* L'immense cortège, enfin, s'ébranle. Direction Bastille, au son d'un « Siamo tutti antifascisti », repris en chœur par la foule, suivi d'un tonitruant « Pas de quartier pour les fachos, pas de fachos dans nos quartiers » ! L'actualité brûlante s'invite dans toutes les conversations et chacun s'y perd en conjectures. Quelle stratégie, par exemple, adopteront finalement les députés sortants Alexis Corbière, Raquel Garrido et Danielle Simonnet, non investis par la France insoumise ? *« Ils vont se rallier à d'autres partis de gauche ou se présenter en tant que dissidents »*, croit savoir ce couple de manifestants.

« LE RISQUE EST ÉNORME »

À quelques pas de là, Marine Tondelier (secrétaire nationale des Écologistes), Olivier Faure (premier secrétaire du Parti socialiste), Ian Brossat (porte-parole du parti communiste) ou Mathilde Panot (présidente du groupe FI à l'Assemblée nationale) s'affichent unis et tout sourires. De quoi réjouir celles et ceux qui croient dur comme fer en une victoire de la gauche. C'est le cas de Fiona, militante à SOS Racisme depuis huit mois et étudiante en cinquième année de droit : *« Le Rassemblement national et Reconquête ! se nourrissent de la haine. C'est important que tous les partis humanistes se soient réunis, malgré leurs différences. »*

L'union, théorique, ne fait cependant pas tout et Cécile Duflot, directrice générale de l'ONG Oxfam France, a appelé, samedi, les forces de gauche à demeurer vigilantes. *« Le risque est énorme et, en même temps, très simple : le Rassemblement national peut gouverner dans trois semaines*, a-t-elle alerté. *Je pense que des acteurs de la gauche sont encore dans le déni. Or, à la fin, ce qui compte, c'est que les électeurs votent, circonscription par circonscription. »* Matteo et Marie-Ange, deux étudiants venus manifester ensemble, le savent pertinemment. *« Mes parents ne se sentent pas concernés, alors qu'ils sont racisés et originaires de la Côte d'Ivoire »*, regrette Marie-Ange. Motif d'espoir, Matteo voit autour de lui les consciences évoluer face à l'urgence : *« Même ceux qui n'ont pas voté aux européennes se disent qu'il faut agir. »* Pour eux comme pour de nombreux citoyens, la sidération a laissé place au besoin d'union.

« Se jeter dans la bataille avec notre cœur et toute notre âme. »
ARIÉ ALIMI, AVOCAT

TOM DEMARS-GRANJA

l'Humanité
LUNDI 17 JUIN 2024

À Marseille : « Je vais donner une consigne de vote… »

Branle-bas de combat dans la cité phocéenne où, au sein du peuple de gauche, chacun s'est donné pour mission de convaincre son entourage de voter pour le Nouveau Front populaire.



Le 15 juin, à Marseille. PHILIPPE MAGONI/SIPA

Marseille (Bouches-du-Rhône), envoyé spécial.

REPORTAGE

Ils avaient coché depuis longtemps cette date sur leurs agendas respectifs, si compliqués à synchroniser. Un samedi midi dans le petit jardin de Julien, à déguster poissons et légumes. C'est un peu le rituel du début d'été. Mais la situation politique s'est chargée d'ajouter une date incontournable : manifestation sur le Vieux-Port en début d'après-midi, ce 15 juin. Le repas s'est donc transformé en brunch et la rencontre entre amis a presque exclusivement porté sur les prochaines élections législatives. Ils s'étaient déjà croisés, lundi, lors du premier rassemblement face à la préfecture. Émeline, professeur de philosophie, se remettait à peine du double choc de la veille : score historique du RN et dissolution qui semblait lui ouvrir les voies du pouvoir. Durant toute la semaine, les discussions en salle des professeurs ont ouvertement porté sur le sujet. *« On a beaucoup parlé des conséquences d'un éventuel gouvernement d'extrême droite*, raconte l'enseignante. *J'ai été surprise que ce soit venu de manière si directe. On s'est dit qu'on désobéirait. »* Son compagnon, Louis, retraité du monde de l'édition, a plutôt passé la semaine à contacter ses connaissances, dont le moral remontait au fil des discussions entre les forces de gauche. *« On termine mieux la semaine qu'on ne l'avait commencée »*, souffle-t-il avant de rejoindre un cortège dense (12 000 personnes selon la police), divers (forte présence de jeunes) et presque enjoué.

Dans la plus pure tradition marseillaise, le défilé qui a longé le Vieux-Port vers le Mucem a été accompagné par une playlist hétéroclite, passant du hard rock au rap et de l'éternel *Motivés* au novice *Solidarity Forever* (l'hymne des syndicalistes américains.) Stéphanie, intermittente du spectacle, a pris le train presque en retard. Elle avait passé une nuit d'insomnie. La veille, lors d'un apéritif en terrasse avec des amies, la discussion avait tourné autour de la candidature d'Adrien Quatennens (qui a finalement été retirée dimanche) et le *« mauvais signal envoyé aux femmes »*. À son arrivée, un peu après 15 heures, sur le Vieux-Port, sa colère a encore décuplé : *« Ils font vraiment tout pour perdre. Des députés insoumis purgés. Hollande candidat. J'avais 17 ans en 2002 et depuis, on ne fait que faire barrage. Là, on peut gagner et on va tout saborder ? »*

> « Je suis là pour montrer qu'on ne laissera pas l'extrême droite gagner. »
> SAM, UN ÉTUDIANT

Pour Sam, un étudiant présent dans la partie du cortège réservée aux insoumis, ce n'est pas le débat : *« Écoutez, je ne sais pas et ce n'est pas ma préoccupation aujourd'hui. Je suis là pour montrer qu'on ne laissera pas l'extrême droite gagner. »* Au milieu d'un feu d'artifice de couleurs (le rouge du PCF et de la CGT, le multicolore de la FSU, le mauve des insoumis), se dégage soudain une silhouette avec une chasuble orange. Tout sourires, une militante de la CFDT s'amuse à prendre le contrepied de sa secrétaire général, Marylise Léon : *« Je vais donner une consigne de vote : voter pour le Front populaire, c'est le seul moyen de battre l'extrême droite. »* Il y avait des dizaines de milliers de convaincus avec elle, samedi après-midi, à Marseille.

CHRISTOPHE DEROUBAIX

Toulouse veut partager l'espoir avec toute l'Occitanie

Pour les manifestants de la Ville rose, l'enjeu est avant tout de faire campagne dans les campagnes.

Toulouse (Haute-Garonne), correspondance particulière.

Camille l'avoue d'emblée, elle a *« peur pour la suite »*. Mais l'étudiante en droit ne baisse pas les bras. *« Nous irons jusqu'au bout »*, souffle-t-elle. Comme elle, ce samedi, les jeunes se sont massivement mobilisés. La plupart militent à gauche, mais d'autres, moins sensibilisés, ont décidé de descendre dans les rues. C'est le cas de Quentin, venu du Tarn voisin : *« Je ne suis pas allé voter pour les européennes. Mais au vu de la situation, nous n'avons pas d'autre choix que de se bouger. »* Ici comme ailleurs, le Front n'est pas national mais bien populaire. Et la nouvelle coalition ravive tous les espoirs. *« Je milite à gauche depuis quarante ans, j'ai commencé en faisant campagne pour François Mitterrand. C'est la première fois que je vois une telle dynamique naître »*, se réjouit Frédéric Borras, coordinateur de la FI en Haute-Garonne.

À ses côtés, le conseiller régional PCF Jérôme Monamy se dit prêt pour cette bataille : *« À nous d'aller chercher les électeurs du RN et les abstentionnistes. Programme contre programme ; il faut démontrer que leurs propositions ne tiennent pas la route. »* Retraite à 60 ans, augmentation du Smic, ISF climatique… plus que de l'échec de l'extrême droite, les manifestants mobilisés rêvent d'un monde plus juste.

TOUT SE JOUE DANS LES ZONES RURALES

Au sein du cortège, de nombreuses pancartes affichent le slogan « Rêve général ». Sur d'autres encore, les références à Léon Blum font florès. C'est que l'héritage de 1936 coule dans les veines des plus anciens comme des plus jeunes. Dans les esprits, le Front populaire est de retour. De son balcon, un père encourage les passants avec sa fille en bas âge. La foule exulte. Les chants antifascistes résonnent le long des boulevards toulousains, entrecoupés de messages de soutien au peuple palestinien.

Si le vote Front populaire est probablement acquis au sein de la Ville rose, tout se joue dans les zones rurales d'Occitanie, où l'extrême droite a opéré une razzia électorale. Malgré le manque de temps, Frédéric Borras annonce la couleur : *« Nous disposons d'une armée de militants dans chaque circonscription pour aller convaincre les électeurs. »* Des communistes, des insoumis, des socialistes, des écologistes, ainsi que tous les citoyens qui rejoignent le mouvement. Le 9 juin, la liste menée par Jordan Bardella a recueilli seulement 14 % des suffrages à Toulouse. Sur l'ensemble du département de la Haute-Garonne, elle a percé à plus de 25 %. La tâche est grande, à la hauteur, sans doute, de la détermination des militants.

ANTOINE PORTOLES

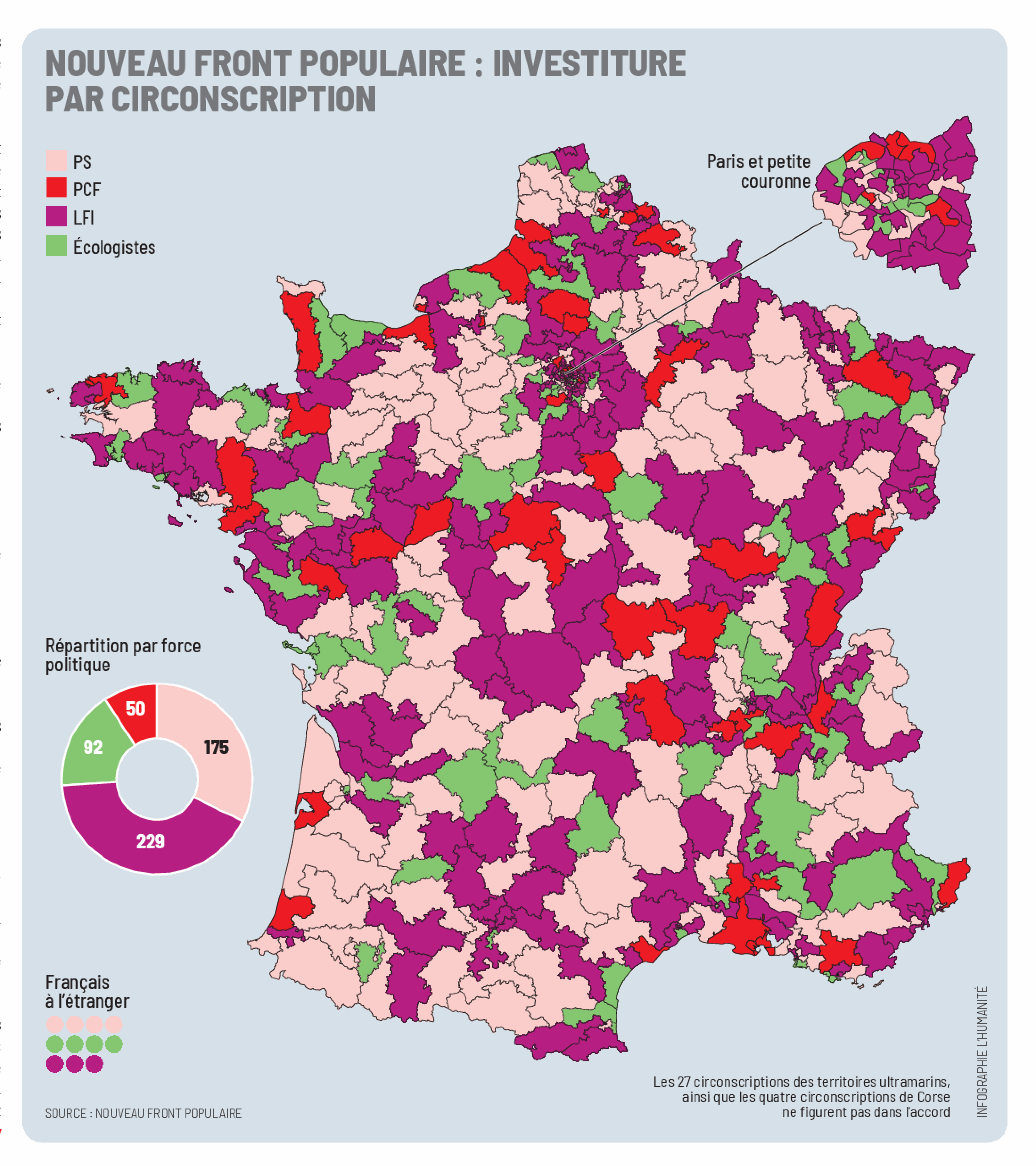
Le Nouveau Front populaire en ordre de marche contre le RN

Les candidatures qui affronteront l'extrême droite et le camp présidentiel lors des élections législatives ont été déposées ce dimanche. Les formations de la coalition ont fait le choix de l'implantation locale et de l'ouverture aux responsables syndicaux ou associatifs.

Ils sont au moins 557 à avoir repris le drapeau du Front populaire de 1936, 557 candidats qui vont faire vivre la coalition de gauche constituée à l'occasion des élections législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet, avec pour objectif de battre l'extrême droite. À ceux-là devaient s'ajouter, à l'heure où nous écrivions ces lignes, d'autres candidatures communes dans les outre-mer. La clef de répartition a changé par rapport à l'accord de feu la Nupes, constituée après l'élection présidentielle de 2022, où Jean-Luc Mélenchon avait rassemblé sur son nom près de 22 % des suffrages. La FI obtient 229 circonscriptions, tandis que le Parti socialiste, dont le score est en augmentation aux élections européennes du 9 juin, en a 175. Les écologistes auront 92 candidats et les communistes, 50. À charge pour ces formations de redistribuer des investitures à de plus petits alliés.

DE LA RECONDUCTION À LA RECONQUÊTE

Côté communiste, on a fait le choix de candidatures implantées localement. *« Le rassemblement qui s'est fait autour du Front populaire était indispensable pour faire battre l'extrême droite. L'objectif est d'être au second tour dans le maximum de circonscriptions pour pouvoir l'emporter »*, indique Pierre Lacaze, négociateur et responsable aux élections du PCF. Les sortants du PCF sont fortement exposés, élus dans des zones où le vote Rassemblement national est très fort. C'est le cas de Fabien Roussel, dans le Nord, Jean-Marc Tellier dans le Pas-de-Calais, Pierre Dharréville dans les Bouches-du-Rhône, André Chassaigne dans le Puy-de-Dôme, Nicolas Sansu dans le Cher, Édouard Bénard et Sébastien Jumel en Seine-Maritime. L'objectif est de reconduire les sortants, contribuer à ce que la gauche gagne ses duels face au RN, mais aussi de chercher à élire de nouveaux députés, au vu, par exemple, des résultats précédents dans les Landes avec Jean-Marc Lespade, dans le Finistère avec Gladys Grelaud. Le succès dépendra fortement de la participation au scrutin et de la mobilisation pour le NFP.



Les insoumis ont fait le choix de reconduire la plupart de leurs sortants, tout en en écartant certains (voir ci-contre). Face à la bronca suscitée dans les milieux féministes par sa candidature, Adrien Quatennens y a renoncé à Lille, au profit d'Aurélien Le Coq, coresponsable des Jeunes insoumis. A priori, Jean-Luc Mélenchon ne devait pas figurer dans la liste des candidats. La FI a ouvert ses listes à des figures de la société civile telles que Bérenger Cernon, syndicaliste, dans la 8e circonscription de l'Essonne, ou Raphaël Kempf, avocat des Soulèvements de la Terre, dans la première de Paris, Philippe Poutou dans la 1re circonscription de l'Aude, Marie Mesmeur, fondatrice de l'Alternative étudiante en Ille-et-Vilaine, Lyes Louffok, militant sur la question de l'aide sociale à l'enfance dans le Val-de-Marne, ou encore Amal Bentounsi, responsable d'un groupe de familles de personnes tuées par la police. Dans la 8e circonscription des Français de l'étranger, la FI présente Yaël Lerer, née à Tel-Aviv et naturalisée française, et son suppléant Salam Ismail, franco-palestinien né à Gaza.

GRANDES FIGURES ET GROS DUELS

Les Verts devraient présenter l'agriculteur Benoît Biteau, ancien parlementaire européen, candidat chez lui en Charente-Maritime. L'ex-socialiste Pouria Amirshahi va concourir sous les couleurs écologistes à Paris. Dans la vallée de la chimie, dans le Rhône, ce sera Lucie Gaillot-Durand, médecin engagée contre les polluant éternels (PFAS). L'ex-ministre Dominique Voynet tentera de se faire élire dans le Doubs.

À l'heure où nous écrivions ces lignes, les candidatures socialistes et de Place publique n'étaient pas encore rendues publiques, les sortants devant être reconduits. François Hollande, lui, était en campagne à Tulle, dimanche. À l'origine, la direction nationale avait investi le maire de la ville, Bernard Combes, mais a accepté la décision de la fédération de Corrèze, qui soutenait l'ex-chef de l'État. *« Si j'ai pris cette décision, c'est parce que j'ai estimé que la situation est grave, plus qu'elle ne l'a jamais été »*, a-t-il justifié. Cette candidature, si elle rebute une partie de l'électorat de gauche qui a encore en mémoire la déchéance de nationalité, la loi travail et la réforme Touraine sur les retraites, est aussi un signe à l'électorat plus modéré qu'il a sa place dans le rassemblement.

L'élection sera l'occasion de duels entre la gauche et des figures de la majorité sortante. Emmanuel Grégoire, premier adjoint socialiste à la maire de Paris, affrontera l'ancien ministre des Transports Clément Beaune. Comme il y a deux ans, l'insoumis Noé Gauchard fera face à Élisabeth Borne. Le Nouveau Front populaire combattra Marine Le Pen, à Hénin-Beaumont, avec Samira Laal, secrétaire nationale du PS chargée du handicap. Cette dernière aura pour suppléante Marine Tondelier, secrétaire nationale des Écologistes.

GAËL DE SANTIS



Danielle Simonnet (de face), Alexis Corbière (de dos) et Raquel Garrido (à droite) n'ont pas reçu l'investiture de la France insoumise, mais ils seront bien candidats aux législatives. ARTHUR N. ORCHARD/HANS LUCAS/AFP

L'alliance de gauche connaît ses premières secousses

L'investiture, vendredi, d'Adrien Quatennens et l'éviction de cinq députés frondeurs par la direction de la France insoumise ont provoqué la stupéfaction chez ses alliés. Et la crainte que la dynamique actuelle soit menacée par des décisions « incompréhensibles » et « irresponsables ».

À l'approche des législatives, les députés sortants Raquel Garrido et Alexis Corbière ne sont pas investis en Seine-Saint-Denis par la France insoumise. C'est la décision prise, en catimini, peu avant minuit vendredi soir, par la direction du mouvement fondé par Jean-Luc Mélenchon. Ils ne sont pas les seuls à avoir été écartés : Danielle Simonnet à Paris, Frédéric Mathieu (Ille-et-Vilaine) et Hendrik Davi (Bouches-du-Rhône) n'ont pas non plus été reconduits par la direction, qui n'a pas jugé nécessaire de les prévenir en personne. Ils sont remplacés par Aly Diouara, président du mouvement La Seine-Saint-Denis au cœur, Sabrina Ali Benali, médecin urgentiste, Céline Verzeletti, de la CGT, le journaliste Allan Popelard, et la doctorante Marie Messmer.

« L'extrême droite est à nos portes. Notre responsabilité est historique. Et que font la direction de la France insoumise et Jean-Luc Mélenchon ? Une purge des député·es engagé·es pour l'unité », a dénoncé Danielle Simonnet, qui a décidé, comme les autres élus évincés, de maintenir sa candidature. Les députés concernés avaient critiqué le fonctionnement antidémocratique du mouvement ou certaines envolées verbales de Jean-Luc Mélenchon.

> « Nous avons réussi à redonner de l'espoir face à l'extrême droite, ne donnons pas le spectacle de manœuvres. »
> BORIS VALLAUD, DÉPUTÉ PS

LA DIRECTION DE FI SOUS PRESSION

Épargnés, Clémentine Autain et François Ruffin ont respectivement dénoncé une *« purge »*, une *« bêtise »* et un *« sectarisme »*. *« Vous préférez un homme qui frappe sa femme, auteur de violences conjugales (une référence à l'investiture d'Adrien Quatennens – NDLR), à des camarades qui ont l'impudence d'avoir un désaccord avec le grand chef. Notre démocratie mérite mieux que vous ! »* a tonné, samedi, l'élu de la Somme. Dimanche matin, l'insoumis Adrien Quatennens a renoncé à présenter sa candidature dans le Nord. À sa place, la FI a choisi d'investir Aurélien Le Coq, co-animateur national des Jeunes insoumis, et Lahouaria Addouche, travailleuse sociale.

Dans cette séquence, plusieurs voix de gauche ont exprimé leur soutien à Raquel Garrido, Alexis Corbière, Danielle Simonnet et les autres députés écartés. Certains responsables s'inquiétant également des répercussions sur la dynamique à gauche. *« Le Front populaire ne mérite pas d'être sali par des décisions irresponsables ! »* a fustigé sur Twitter Olivier Faure, premier secrétaire du PS. Le patron des députés socialistes à l'Assemblée nationale, Boris Vallaud, a jugé *« incompréhensible »* la décision de la FI, avant de demander *« la réunion immédiate des forces politiques et sociales fondatrices »* de l'union. *« Nous avons réussi à redonner de l'espoir face à l'extrême droite, ne donnons pas le spectacle de manœuvres »*, a-t-il imploré.

La responsable des Écologistes, Marine Tondelier, a affirmé vouloir échanger avec Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, ainsi qu'avec Olivier Faure, tandis que la gauche met la pression sur la direction de la FI. *« Les investitures à vie n'existent pas »*, a justifié, de son côté, Jean-Luc Mélenchon dans un entretien à *20 Minutes*. L'insoumis reste donc sur ses positions, au risque de fragiliser le rassemblement des gauches, indispensable pour battre le RN.

LOLA RUSCIO

série en partenariat avec la


Face au péril fasciste, l'union enfin !

Au début des années 1930, la gauche française est divisée. Au lendemain des émeutes sanglantes du 6 février 1934, PCF et SFIO réagissent séparément avant de s'unir pour contenir la montée de l'extrême droite et les menaces que celle-ci fait peser sur la République.



Manifestation à l'appel de la CGT et de la SFIO, à Paris, le 12 février 1934.

KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-RAPHO/GETTY IMAGES

HISTOIRE

Au début des années 1930, les gauches sont divisées. Le parti radical-socialiste qui incarne le régime républicain, « le parti pivot », fait et défait les coalitions gouvernementales, tantôt de centre droit, tantôt de centre gauche, incarnant une république de notables. En 1932, le néocartel à majorité radicale et socialiste devient vite une seule majorité radicale (chute du premier gouvernement Herriot en décembre 1932). Ensuite, les radicaux modérés prennent la tête de l'exécutif ; puis, on a un glissement à droite en 1934 avec un gouvernement d'union nationale. Cette instabilité ministérielle se caractérise par l'existence de cinq gouvernements entre mai 1932 et février 1934 ! Le virage à droite est encore plus marqué avec la nomination de Pierre Laval comme président du Conseil en 1935 ; ce dernier gouverne par décrets-lois et baisse les salaires des fonctionnaires de 3 % à 10 %. Une telle politique n'enraye pas la crise, bien au contraire ; la cure d'austérité reste inefficace pour sortir de la crise.

NOUVEAU CARTEL AU POUVOIR

L'instabilité parlementaire et l'impuissance des gouvernements réveillent alors des courants qui n'ont pas accepté la République, comme l'antiparlementarisme d'extrême droite. Le pays assiste à une montée des contestations et des violences. Les assassinats du président de la République, Paul Doumer, le 7 mai 1932, par un Russe blanc, Gorgulov, puis de Louis Barthou et du roi Alexandre de Yougoslavie, le 9 octobre 1934, par des Oustachis croates, soulignent l'emprise des enjeux internationaux.

Dans cette atmosphère tendue, la crise devient morale et politique, le pays ayant peur du déclin. Le désarroi, la misère nourrissent les peurs et les rejets. Le Parti communiste (PCF) n'a pas tenté en France un rapprochement risqué avec l'extrême droite, comme son homologue en Allemagne, le KPD, qui avait mené des grèves communes avec les nazis. Si le PCF atteint son étiage, avec 10 députés, son électorat se reporte assez bien sur les candidats de gauche, ce qui amène le nouveau Cartel au pouvoir : la culture républicaine étant ancrée au sein de l'électorat communiste. Le PCF est d'ailleurs mis en accusation, fin 1933, devant les instances de l'Internationale qui critiquent les erreurs opportunistes de sa direction. Face au sectarisme lié à la période « classe contre classe », la SFIO doit aussi composer avec ses propres contradictions. Elle se remet peu à peu de la crise qu'elle a connue en 1933 par la scission des « néosocialistes » de Marcel Déat, Adrien Marquet, Pierre Renaudel, regroupés sous le slogan « Ordre Autorité Nation », proposant d'abandonner les références à Marx et de construire le socialisme en l'enfermant dans le cadre national. Ces néosocialistes sont exclus en novembre 1933 et la SFIO réintègre les militants de sa gauche, de l'Action socialiste, qui participaient au comité Amsterdam-Pleyel (mouvement pacifiste de lutte contre la guerre et le fascisme).

Dans ce tâtonnement, après le 6 février 1934 – et les manifestations sanglantes des ligues d'extrême droite –, on voit poindre plusieurs options, celle de la gauche du parti qui souhaite une alliance de type front unique, mais qui reste ultraminoritaire ; celle que prône Léon Blum, dès le 8 février 1934, de défense de la République et du gouvernement Daladier ; celle de Paul Faure, secrétaire du parti, qui a pour premier *« souci de ne pas aliéner l'autonomie socialiste face aux communistes »*.

C'est bel et bien lors des cortèges qui parcourent toute la France que l'élan est donné.

UN FRONT UNIQUE

Le choc des événements du 6 février 1934 ravive au sein des gauches les lointains souvenirs de la République en danger. Un front unique antifasciste émerge. Dans un premier temps, le PCF et la CGTU organisent une manifestation le 9 février, puis la SFIO et la CGT, de leur côté, décident de manifester dans tout le pays, le 12 février. L'unité à la base prend une nouvelle dimension : des militants des deux cortèges se rejoignent au cri de *« Unité ! Unité » !* C'est bel et bien lors de ces cortèges qui parcourent toute la France que l'élan est donné : c'est le ferment unitaire ou le mortier du combat antifasciste. Certes, les directions des deux organisations de gauche campent sur leur méfiance réciproque, mais on prend conscience du danger des ligues, des fascistes, et il faut savoir les combattre en s'unissant. La donne a donc changé avec les événements du 6 février 1934 et les divisions sont surmontées pour aller vers le rassemblement populaire, qui devient le Front populaire. ■

JEAN VIGREUX
HISTORIEN

Des voix pour le Nouveau Front populaire



« Il ne doit pas manquer une voix des travailleurs

BERTRAND HAMMACHE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL CGT-RATP

Après la déflagration issue de l'annonce d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale au soir du 9 juin, l'accord d'un rassemblement autour d'un nouveau Front populaire réveille l'espoir d'une transformation de la société qui est enfin à portée de main. Les travailleurs doivent prendre la mesure de la fenêtre qui vient de s'ouvrir. La CGT, qui œuvre depuis plusieurs mois à l'unité syndicale, construite notamment contre la réforme des retraites, a raison de prendre toute sa place dans l'union des forces progressistes dans le pays. Mais, soyons lucides, ce n'est pas suffisant. Une partie seulement du chemin est faite. L'autre condition, c'est de convaincre nos concitoyens, collègues, voisins… Beaucoup sont des déçus du quinquennat de François Hollande. Il ne doit pas manquer une voix des travailleurs pour le Nouveau Front populaire. En tout cas, dans l'entreprise, la CGT-RATP met toutes ses forces militantes pour faire battre l'extrême droite dans les urnes, mais aussi pour imposer au patronat de nouvelles conquêtes sociales en faveur de notre camp. Les reculs sociaux successifs des lois travail, de la répression antisyndicale en manifestation comme sur nos lieux de travail, doivent cesser. Il y a nécessité de rééquilibrer les dispositions du Code du travail, de remettre à l'endroit la hiérarchie des normes et de recréer des CHSCT avec des prérogatives qui contraignent vraiment les employeurs à protéger la santé des salariés. Enfin, il y a une forte attente de la CGT-RATP de mettre un coup d'arrêt à la privatisation, déguisée en « ouverture à la concurrence » de notre entreprise publique de service public. Par dogme libéral, la droite régionale fait un déni de réalité face à l'éclatement en 12 entreprises différentes qui opéreront sur le réseau de bus dans Paris et la petite couronne. Pour rappel, la part de l'Île-de-France dans le PIB est de 31 %. Si les transports publics fonctionnent mal dans la région capitale, l'économie française va aussi aller mal. Les législateurs ont déjà modifié la loi pour étaler sa mise en œuvre, prévue le 1er janvier 2025, sur deux années supplémentaire. Aujourd'hui, un moratoire s'impose pour procéder à une réelle étude d'impact qui révélera, à coup sûr, l'aberration de cette sortie d'un monopole public au bénéfice du secteur marchand. Déjà, aujourd'hui, la préparation de l'ouverture à la concurrence dégrade à la fois nos conditions de travail et celles du transport des usagers. La RATP ne doit plus être le bras armé des politiques libérales. ■

> L'espoir d'une transformation de la société est enfin à portée de main.



JULIEN JAULIN/HANS LUCAS

« Un coup de (mauvais) génie ?

DELPHINE DULONG PROFESSEURE DES UNIVERSITÉS EN SCIENCE POLITIQUE PARIS-I PANTHÉON-SORBONNE/CESSP

La dissolution n'est pas en soi une mauvaise procédure. Dans un régime parlementaire normal, elle permet aux citoyens d'arbitrer, via des élections législatives anticipées, un conflit entre le gouvernement et le Parlement. Le président ayant été conçu à l'origine comme un arbitre, c'est à lui qu'en a été confiée l'initiative. Mais celui-ci n'est plus depuis longtemps un simple arbitre (s'il ne l'a jamais été). L'usage de la dissolution depuis 1958 en atteste : sur six dissolutions, aucune n'a correspondu au schéma normal. La première est prononcée en 1962, dans le cadre d'un conflit entre le président de Gaulle lui-même et les députés ; en 1968, elle sert à canaliser la *« chienlit »* du mouvement social ; au lendemain de ses victoires de 1981 et 1988, François Mitterrand renvoie les députés élus trois ans plus tôt pour éviter la cohabitation avec une majorité de droite ; en 1997, Jacques Chirac dissout « à froid » une Assemblée du même bord que lui mais de plus en plus indisciplinée. À chaque fois, la dissolution a donc été utilisée comme une arme au service de la prééminence présidentielle.

La dissolution du 9 juin dernier est dans la continuité de ces « précédents », quoi qu'en dise M. Macron. Certes, la majorité relative à l'Assemblée nationale complique le vote des lois. Mais dans une démocratie normale, le Parlement n'est pas une chambre d'enregistrement. Sachant que la Constitution donne, de plus, au gouvernement les moyens de s'y défendre (comme le 49.3), l'argument d'un blocage parlementaire ne tient pas. Pas plus que celui des scores élevés de l'extrême droite aux européennes – scores qui n'ont d'ailleurs pas bouleversé les rapports de force au Parlement européen.

L'enjeu n'est même pas le prochain scrutin présidentiel en France, car il peut se passer tant de choses entre 2024 et 2027 que toute anticipation serait pure spéculation. Ne soyons pas dupes : par ce geste, le président Macron cherche à restaurer sa seule autorité, fragilisée par l'érosion de sa majorité et l'impossibilité de se représenter en 2027. En renvoyant les députés, il prend de court les partis d'opposition et ne leur laisse que trois semaines pour s'organiser face au rouleau compresseur du scrutin majoritaire en vigueur aux législatives. Seules les campagnes de 1981 et 1988 ont été aussi courtes, mais elles se déroulaient alors dans la foulée d'une élection présidentielle et les partis y étaient préparés. Tout autre est le contexte aujourd'hui puisqu'il leur faut s'unir au sortir d'un scrutin proportionnel où la bataille a été rude dès lors que les alliances n'étaient pas nécessaires.

Le pari du président est néanmoins risqué, car bien malin qui prétend savoir si et comment voteront notamment les presque 24 millions d'électeurs et d'életrices qui ne se sont pas déplacé·es aux urnes le 9 juin. Peu importe à ses yeux : un mauvais génie lui aura peut-être soufflé que, au pire, une cohabitation avec le RN ne pourrait que rétablir sa stature d'homme d'État. Mais à quel prix ? Celui d'une brutalisation de la vie politique d'abord, car les alliances ne pourront se faire qu'au prix de sacrifices individuels qui seront d'autant plus violents que le temps manque pour la diplomatie. Les gouvernements paieront ensuite d'un prix élevé ce prétendu coup de génie, car, en écourtant le mandat des députés, le président a désaligné les calendriers des élections présidentielle et législatives dont les gouvernements dépendent. Quel que soit le résultat des prochaines élections, Emmanuel Macron devra donc au moins répondre dans l'histoire d'avoir relancé l'instabilité gouvernementale sous la Ve République. ■

> Par cette dissolution, le président Macron ne cherche à restaurer que sa seule autorité.

« J'ai vu les démocraties intervenir contre à peu près tout, sauf contre le fascisme. » André Malraux

L'HOMME DU JOUR



Denis Öztorun

Le maire communiste de Bonneuil-sur-Marne (Val-de-Marne) ne manque pas de sang-froid. Dimanche, alors qu'il faisait une visite de courtoisie à ses concitoyens célébrant l'Aïd dans un gymnase de la ville, l'édile s'est trouvé confronté à un homme portant une arme à feu qui s'était introduit parmi les 2000 hommes, femmes et enfants présents. Avec des citoyens courageux, Denis Öztorun n'a pas hésité à s'interposer pour éviter un drame. Une fois maîtrisé, l'individu a été livré à la police. Malgré deux blessés légers parmi les personnes qui sont intervenues et des centaines de personnes sous le choc, plus de peur que de mal ! Dans un communiqué, le maire appelle à *« éviter toutes spéculations malsaines »* en attendant que l'enquête révèle le mobile de l'intrus et à *« rester unis pour faire prévaloir les valeurs de fraternité »*.

EUGÉNIE BARBEZAT



MÉDIATOC

Peur au *Figaro*

Dans un éditorial titré « L'horreur économique », un certain Jacques-Olivier Martin dit tout le mal qu'il pense du programme du Nouveau Front populaire. Un vrai bingo : folie (à deux reprises), outrance, cascade d'impôts, *« bien pire que le programme du RN »*. Rien n'est démontré, tout est asséné.

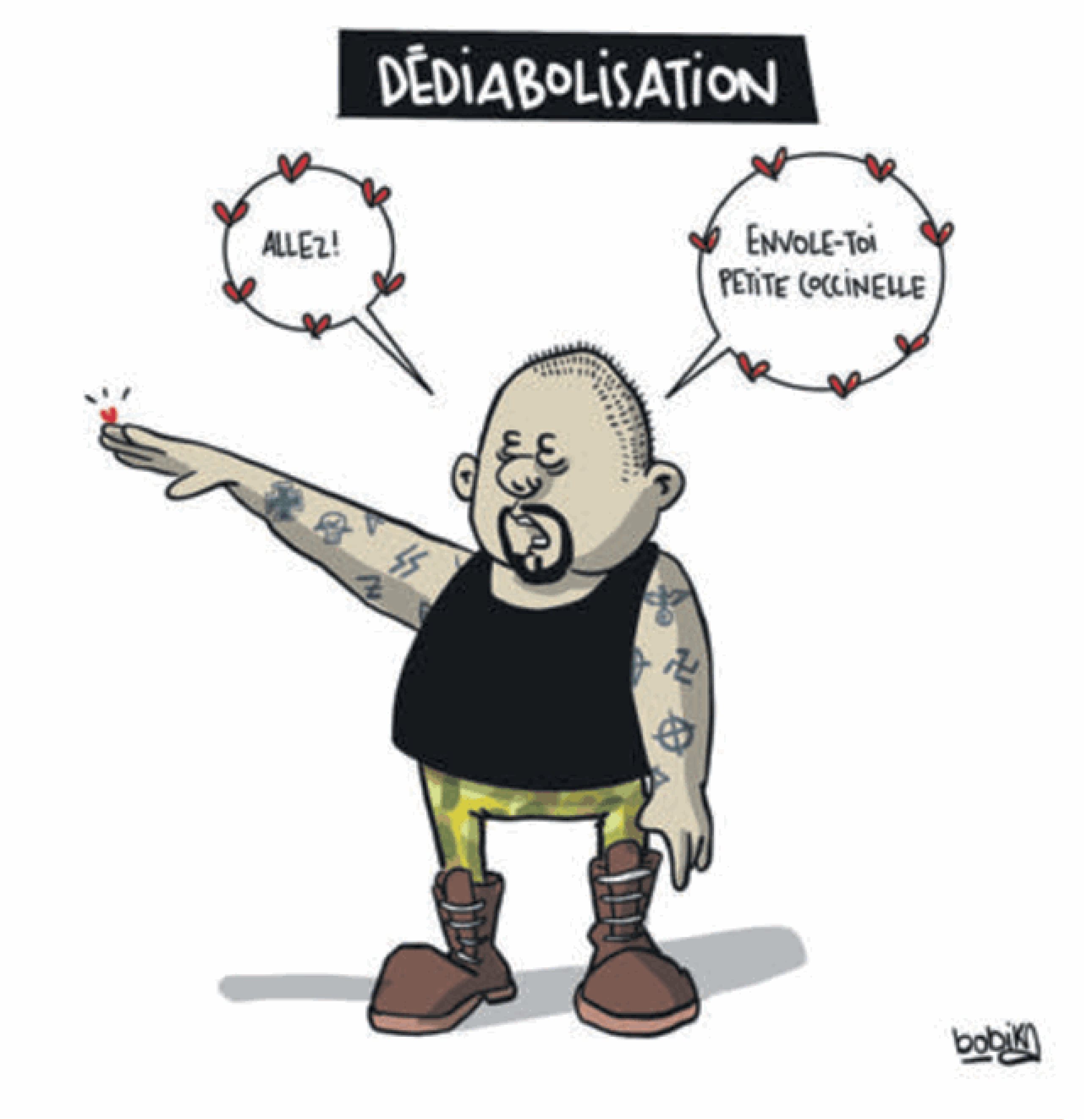


COUP DE PROJECTEUR

2,7 millions de Colombiens sortis de l'extrême pauvreté

Le Congrès colombien a approuvé une réforme du système de retraite – impulsée par le gouvernement de Gustavo Petro – qui propose d'étendre la couverture et de renforcer le rôle de l'État. Elle sortira 2,7 millions de personnes âgées de l'extrême pauvreté.

L'œil de Bobika



LA BONNE NOUVELLE La justice prive les industriels israéliens d'Eurosatory

Le 31 mai, le gouvernement français a annulé la participation des industriels israéliens de l'armement au salon de défense Eurosatory. Les ONG AFPS, al-Haq, Aser et Stop Fuelling War avaient assigné en référé le Coges, la société organisatrice, avec le soutien de plus d'une cinquantaine d'organisations comme Stop Arming Israel France et Urgence Palestine, pour que le tribunal prenne des mesures efficaces visant à empêcher les sociétés d'armement israéliennes et leurs filiales de venir vendre leurs technologies alors même que l'armée israélienne commet, dans les territoires occupés, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, et que la Cour internationale de justice pointe le caractère plausible d'un génocide à Gaza. Elles ont obtenu gain de cause. Fortes de cette victoire, elles appellent à rejoindre le rassemblement organisé le lundi 17 juin à l'ouverture d'Eurosatory, *« contre Eurosatory et son monde, pour l'arrêt immédiat de tout commerce d'armement avec Israël »* et au contre-salon « Anti-Satory, la semaine du désarmement », du 16 au 21 juin, à l'Aeri à Montreuil (Seine-Saint-Denis).

PIERRE BARBANCEY

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Vidéo Des dizaines de milliers d'opposants à l'extrême droite ont défilé samedi, à l'appel de syndicats, d'associations et du Nouveau Front populaire, l'union des partis et organisations de gauche (lire aussi pages 7 et 8). *L'Humanité* est partie à leur rencontre, à Paris. Et un sentiment se dégage que le street artiste Dugudus résume en une formule : *« Plus l'espoir renaît, plus la gauche peut arriver au pouvoir. »*

Afrique du Sud Après avoir perdu sa majorité, le parti de Nelson Mandela a préféré se tourner vers un parti représentant les Blancs aisés et adoubé par la finance pour former un gouvernement. Le Parti communiste s'y oppose. Cyril Ramaphosa garde son poste de président.



LE BILLET DE MAURICE ULRICH

Délires dimanche

C'est un choix du *Parisien Dimanche*. Les mobilisations pour faire face au RN arrivent en bas de la cinquième page mais le titre de une claque : le Nouveau Front populaire serait « à couteaux tirés ». C'est faire grand cas des rejets d'investiture, certes inopportuns, de plusieurs députés sortants de la FI, mais qui ne concernent qu'elle. L'hebdomadaire « populaire » du groupe LVMH de Bernard Arnault, proche d'Emmanuel Macron, n'apprécie pas le NFP. *La Tribune du dimanche*, propriété du milliardaire Rodolphe Saadé, aussi proche du chef de l'État, évoque du bout des lèvres *« la nouvelle alliance électorale à gauche, baptisée Front populaire »*, au programme *« exorbitant, voire délirant »*. Côté délire, on peut citer, dans *le Journal du dimanche* du milliardaire Vincent Bolloré, la chronique de Christine Kelly : derrière la bannière *« battre l'extrême droite »*, on retrouve *« une classe politique qui ne respecte pas les urnes, (…) appelle à décapiter le président de la république, appelle à l'émeute, à faire sauter les mairies… »* C'est grave, docteur ?

C'EST UN SCANDALE

Meloni contre l'avortement

Le communiqué final du G7 a abandonné la formulation du précédent sommet d'Hiroshima concernant *« l'accès à un avortement sûr et légal et à des prestations de soins post-avortement »*. Giorgia Meloni, présidente du Conseil italien, s'y est opposée. Au moins, on sait ce que ça donne l'extrême droite au pouvoir.



PINOCCHIO

« La gauche française a toujours été communautariste »

Nicolas Sarkozy a donné un entretien au *JDD* « bollorisé » où, comme à son habitude, il manie avec approximation les faits. Ainsi, ses accusations concernant la gauche et le communautarisme. Et de citer en exemple la nomination des ministres communistes par Mitterrand.

L'AGENDA

18 juin L'union locale CGT de la plateforme aéroportuaire de Roissy-Charles-de-Gaulle appelle à une mobilisation *« unitaire »* à 11 heures au terminal 2E pour défendre la création d'emploi et l'augmentation des salaires à la suite de l'organisation des jeux Olympiques.
19 juin au 26 juillet En opposition à un plan social, l'intersyndicale CGT, CFDT, CFE-CGC, Unsa et Snup de la Caisse des dépôts a enclenché un préavis de grève afin de défendre le statut des contractuels.
21 et 25 juin Les dockers seront en grève, à l'appel de la CGT, pour peser sur les négociations au sujet de l'application de la réforme des retraites et prolonger les mesures de départ anticipé pour les salariés ayant été exposés à l'amiante.

Gabriel Attal ou l'art de ne rien dire

AUSTÉRITÉ Le premier ministre a annoncé une série de mesures en « faveur » du pouvoir d'achat en cas de victoire du camp présidentiel aux élections législatives. Bilan : pas un euro d'investissement public.

Samedi, au soir de la large mobilisation contre l'extrême droite organisée par des syndicats et associations, avec le soutien des partis du Nouveau Front populaire, Gabriel Attal s'est invité au journal télévisé de France 2 pour tenter d'exister dans cette campagne éclair des législatives. Il a dévoilé six propositions pour le pouvoir d'achat. Mais le chef de file du camp autoproclamé du sérieux budgétaire n'avait rien d'autre en poche que des mesures sociales déjà annoncées ou dépendantes du bon vouloir des autres, favorisant de surcroît les classes moyennes supérieures.

Pour répondre aux problèmes de logement, le premier ministre propose de taxer les rachats d'actions afin de financer un *« fonds de rénovation énergétique »* pour les classes *« moyennes et populaires »*. Ces rachats d'actions sont une autre méthode que la distribution de dividendes pour les sociétés cotées qui souhaitent bichonner leurs actionnaires. Il y a un an, Emmanuel Macron avait dénoncé le *« cynisme »* des entreprises du CAC 40 et appelé à la création d'un mécanisme pour que *« les travailleurs puissent eux aussi profiter de cet argent »*. Sans concrétisation. En octobre 2023, Bruno Le Maire avait déclaré vouloir les taxer, sans conséquence sur la loi de finances 2024. La promesse de Gabriel Attal n'engage donc que ceux qui y croient.

En revanche, côté accès au logement, la promesse d'exonérer les primo-accédants de frais de notaire, jusqu'à 250 000 euros, est bien financée… par les collectivités locales qui se trouveraient privées des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) servant à abonder leurs budgets. Et ce coup de pouce n'aiderait que ceux qui disposent de moyens pour acheter leur résidence…

Pour soutenir le pouvoir d'achat, le premier ministre reprend une autre antienne macronienne avec l'augmentation du montant de la prime de partage de la valeur (PPV), dite prime Macron. Les entreprises pourraient verser jusqu'à 10 000 euros au lieu des actuels 6 000 euros. Là encore, Gabriel Attal fait un zigzag : les exonérations de cotisations patronales coûtant cher, le gouvernement les avait refiscalisées en juillet 2022.

DES RETRAITES INTOUCHABLES ?

Depuis, la prime a moins la cote : diminution de moitié de ses versements par rapport à l'an passé, seules 24 % des entreprises du secteur privé l'utilisant encore. Pas de quoi renflouer le porte-monnaie des salariés des petites et moyennes entreprises, dépourvues de cette prime Macron.

Est-ce donc pour toucher tous les ménages que le premier ministre propose, en parallèle, de réduire leur facture d'électricité de 200 euros, soit près de 15 %, *« dès l'hiver prochain »* ? Il ne s'agit pas là de remettre en place un bouclier tarifaire, ni de baisser les taxes sur l'énergie. *« Grâce à la réforme du marché européen de l'électricité que nous avons obtenue »*, les tarifs vont baisser, assure l'hôte de Matignon. Mais cette réforme adoptée par l'Union européenne le 11 avril a du plomb dans l'aile. *« Il ne s'agit pas d'une nouvelle réforme, mais plutôt d'une continuité*, prévient Gwénaël Plagne, secrétaire du CSE central d'EDF. *La possibilité d'instaurer des contrats sur trois à six ans, voire dix à quinze ans pour lisser les pics sur les marchés, ne va pas profiter aux consommateurs mais aux grandes entreprises qui auront signé ces contrats avec des producteurs. »*

Les autres promesses sont du même acabit. Faut-il croire celle d'Emmanuel Macron, réitérée par Gabriel Attal, de ne pas toucher à l'indexation des retraites sur l'inflation, alors que le ministre du Budget, Thomas Cazenave, avait imaginé, en mars, une désindexation pour diminuer les dépenses publiques ? Quid de la création d'une complémentaire santé *« publique » « à un euro par jour »* pour les privés de mutuelle, alors que le gouvernement vient de doubler les franchises médicales, faisant passer le reste à charge sur les médicaments de 50 centimes à 1 euro, sur les consultations médicales de 1 à 2 euros ? Quid encore de la mise en place d'une sorte de panier de fournitures scolaires pas chères que Gabriel Attal laisse au bon vouloir des supermarchés, quand il aurait pu annoncer une hausse de la prime de rentrée ?


LÉA PETIT SCALOGNA, STÉPHANE GUÉRARD



Le 13 juin, à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais). Le premier ministre lors de son premier déplacement de campagne. DENIS CHARLET/AFP



Pour ce membre du gouvernement Boric, « l'éducation est la clé pour apprendre à créer des espaces d'entente, et nous former à la vie démocratique ». Ici, le 20 septembre 2023, à Santiago. DRAGOMIR YANKOVIC/ATON CHILE/PHOTOSPORT/AFP

« L'éducation ne doit plus être un négoce »

CHILI À la tête du ministère de l'Éducation de son pays, **Nicolás Cataldo** poursuit la difficile tâche de transformer un système hérité de la dictature, fortement reproducteur des inégalités sociales.

Membre du Parti communiste chilien et ancien dirigeant étudiant, le ministre de l'éducation Nicolás Cataldo (39 ans) accompagne le président Gabriel Boric dans sa tournée européenne. Spécialiste des politiques publiques dans le domaine de l'éducation, il est de passage à Paris, ce lundi, dans le cadre d'une réunion multilatérale sur la transformation de ce secteur, organisée à l'Unesco.

En tant qu'ancien dirigeant étudiant, vous êtes passé du côté de ceux qui exigent des changements à celui de décideurs qui doivent les mettre en place. Comment vivez-vous cette rupture ?

Nous considérons qu'il n'y a pas de fossé entre s'organiser pour changer l'état des choses et concrétiser les changements à partir de l'exercice du pouvoir. C'est un défi que nous relevons avec responsabilité et conviction sous la direction du président Boric et avec le soutien d'une coalition diversifiée. Mon parti a déjà été membre d'un gouvernement, celui de la présidente Michelle Bachelet (2006-2010 et 2014-2018), qui a impulsé les principales réformes éducatives depuis le retour à la démocratie. L'un des objectifs de l'actuel gouvernement est de défendre et de poursuivre ces transformations, en renforçant l'éducation publique et en garantissant une éducation complète pour tous. C'est un nouvel épisode dans le cadre d'une longue lutte où différentes générations coexistent et sont bien conscientes que, pour aller de l'avant, il est indispensable de défendre les acquis.

Le système éducatif chilien traverse une forte crise. Quels sont les principaux axes de travail face à cette situation ?

Notre action se déploie notamment dans deux domaines. D'une part, en s'attaquant aux défis structurels de notre système éducatif, qui reproduit les inégalités – ce qui est logique dans les systèmes où le marché définit l'accès à ce qui devrait pourtant être un droit. D'autre part, en s'attaquant aux multiples effets de la pandémie de Covid (retards d'apprentissage, désertion scolaire, problèmes de coexistence et de santé mentale) qui continuent d'affecter les élèves et le personnel enseignant. En ce qui concerne l'aspect structurel, les actions déployées sont multiples ; l'un des principaux fronts est de continuer à avancer dans le processus de mise en place du système d'éducation publique (SEP). Ce système, approuvé au Congrès de manière transversale en 2017, est la réponse à la crise profonde résultant de l'effondrement du modèle hérité de Pinochet. Le SEP doit remplacer le système mis en place pendant la dictature (1973-1990), il reste encore cinq ans avant qu'il n'entre en vigueur dans tout le pays. En matière d'éducation, les changements de fond prennent bien évidemment du temps. Les initiatives que nous portons sont nombreuses (amélioration des conditions de travail des employés des établissements publics, réforme du programme d'éducation nationale, doublement des investissements pour ■■■

l'Humanité
LUNDI 17 JUIN 2024

les infrastructures, etc.) et leur progression dépendra de leur continuité sur le long terme.

Comment combler l'écart qui existe entre les écoles publiques et privées au niveau de la qualité de l'enseignement, dans un système où l'éducation a longtemps été considérée comme une marchandise et non comme un droit ?

C'est précisément ce à quoi nous nous attaquons en mettant en œuvre le SEP. La situation est très complexe car notre tâche ne consiste pas seulement à réhabiliter la qualité de l'enseignement public, mais aussi à garantir son financement. Mais avec le SEP, nous voulons que l'enseignement public redevienne un moteur d'équité et une source de fierté pour nos concitoyens. Les premiers résultats sont prometteurs et nous permettent d'être optimistes et confiants dans le fait que nous avançons progressivement vers un système plus juste et plus démocratique, même s'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir.

Vous êtes de ceux qui pensent que *« l'éducation ne change pas le monde mais forme ceux qui changeront le monde »*. Que peut faire un ministre communiste pour initier ce changement ?

Je ne crois pas que les sociétés contemporaines soient captives du modèle dominant, mais au contraire qu'elles sont engagées dans des processus de recherche d'un ordre différent. En voyant les conséquences du néolibéralisme dans nos sociétés, je pense que cette préoccupation ne devrait pas être l'apanage d'un ministre communiste, elle devrait animer tous ceux qui croient en la nécessité d'évoluer vers un nouveau modèle de société fondé sur la solidarité, la coopération et le travail collectif pour atteindre le bien-être. Nous déployons donc tous nos efforts pour transformer le système éducatif chilien.

> « Nous voulons que l'enseignement public redevienne un moteur d'équité et une source de fierté. »
>
> NICOLÁS CATALDO, MINISTRE CHILIEN DE L'ÉDUCATION

Nous nous engageons à défendre des principes fondamentaux, comme le fait que l'éducation ne peut être un négoce. L'éducation nous offre de nombreuses opportunités de prouver que nos sociétés peuvent être organisées différemment. Nous aspirons à ce que cette nouvelle organisation soit inspirée par les valeurs qui nous permettront de défendre et d'étendre les acquis sociaux dont nous avons tant besoin pour vivre avec justice et dignité.

En décembre 2021, Gabriel Boric a été élu au second tour face à un admirateur de la dictature. Les valeurs démocratiques sont-elles toujours en danger au Chili ? L'éducation peut-elle jouer un rôle à cet égard ?

Les valeurs démocratiques ne sont jamais garanties. Il suffit de voir comment, partout dans le monde, progressent des dirigeants et des régimes qui défendent des principes qui fragilisent la coexistence, encouragent la discrimination et la haine, en s'appuyant sur la défiance à l'égard des institutions et de la politique. Et qui profitent notamment de la peur et de l'incertitude qui se répandent au sein de la population en conséquence des crises produites par le néolibéralisme de façon périodique. Je crois profondément à l'éducation comme levier qui peut propulser les élèves au cœur de ce qu'est la vie démocratique, c'est-à-dire apprendre à vivre ensemble et à prendre des décisions sans que notre diversité d'opinions et d'intérêts ne représente une menace mutuelle, ou ne rende impossible la conclusion d'accords. L'éducation est la clé pour apprendre à créer des espaces d'entente, mais surtout pour nous former dès le plus jeune âge à la vie démocratique et à comment chacun doit y contribuer pour atteindre le bien-être de la société dans son ensemble.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR LUIS REYGADA



MICHAEL BUHOLZER/AFP

De gauche à droite, Ursula von der Leyen (Union européenne), Viola Amherd (Suisse), Volodymyr Zelensky (Ukraine), Gabriel Boric (Chili), et Justin Trudeau (Canada), le 16 juin, au Bürgenstock (Suisse).

Un sommet sur l'Ukraine pour pas grand-chose

PAIX Les participants à cette réunion, à laquelle n'était pas conviée la Russie, ont, en l'absence de la Chine, réaffirmé des principes d'intégrité territoriale mais n'ont pas abordé la question de l'appartenance de l'Ukraine à l'Otan. Un deuxième rendez-vous est envisagé, sans doute en Arabie saoudite.

Les représentants des 90 pays qui ont participé au sommet pour la paix en Ukraine, organisé en Suisse, sont officiellement d'accord sur une chose : la nécessité de mettre fin à la guerre. Quand ? Comment ? Voilà des questions qui divisent et qui expliquent que le communiqué final rédigé à l'issue de ce week-end alpin n'ait pas été adopté à l'unanimité. Selon le chancelier autrichien Karl Nehammer, la formulation ne convenait pas à tous les participants. En réalité, comme l'expliquait à *l'Humanité* Yurii Sheliazhenko, du Mouvement pacifiste ukrainien, à la veille de l'ouverture du sommet : *« Tout le monde veut la paix. Le problème est que les gens associent la paix aux armes et à l'assassinat de l'ennemi. »*

Les puissances occidentales notamment ont fait pression pendant deux jours pour obtenir un consensus sur la façon de mettre fin à la guerre en Ukraine en ne lâchant rien sur le fond. L'un des points d'achoppement semble être la question de la possibilité pour Kiev de rejoindre l'Otan. La question du cessez-le-feu apparaît également comme problématique pour certains pays alors que les forces ukrainiennes se trouvent sur la défensive après les récents revers militaires. C'est d'ailleurs fort de ses succès que Vladimir Poutine a proposé, vendredi, un cessez-le-feu et l'ouverture de négociations de paix avec l'Ukraine si elle retire ses troupes de quatre régions que Moscou occupe partiellement et renonce à son projet d'adhérer à l'Otan.

LE KREMLIN N'A PAS EXCLU DE FUTURES DISCUSSIONS

Les limites du sommet étaient inscrites dans son organisation même puisque la Russie n'y avait pas été conviée, amenant la Chine à décliner l'invitation. Mais la véritable problématique a été donnée par le conseiller à la sécurité nationale de la Maison-Blanche, Jake Sullivan. *« L'Ukraine a indiqué qu'elle pensait que cette guerre devait se terminer par des négociations »* et *« cela inclut des négociations avec la Russie*, a-t-il souligné devant la presse. *Maintenant, du point de vue de l'Ukraine, il s'agit d'abord d'être dans la meilleure position possible sur le champ de bataille afin d'être dans la meilleure position possible à la table des négociations. »* D'où le *« prêt »* de 50 milliards de dollars octroyé par le G7 à Zelensky, la semaine dernière.

Soucieux de donner une continuité politique à leur initiative suisse, dont l'écho et les conséquences réelles sont assez faibles, les participants ont fait savoir qu'ils entendaient promouvoir une nouvelle rencontre, sans doute en Arabie saoudite cette fois. Le Kremlin n'a pas exclu de futures discussions avec Kiev, mais a déclaré que des garanties seraient nécessaires pour assurer la crédibilité de toute négociation. *« Bien sûr, nous comprenons parfaitement qu'un moment viendra où il sera nécessaire de parler à la Russie. Mais notre position est très claire : nous ne permettrons pas à la Russie de parler dans le langage des ultimatums comme elle le fait maintenant »*, a fait savoir Dmytro Kouleba, le chef de la diplomatie ukrainienne. C'est bien ce moment qu'il s'agit de créer avant d'arriver à un point de non-retour.

PIERRE BARBANCEY

Les Bleus investissent le terrain politique

FOOTBALL Avant leur premier match de l'Euro, ce lundi face à l'Autriche, certains joueurs de l'équipe de France n'ont pas hésité à prendre position et à s'inviter dans le débat avant les législatives.

Cet avant-match entre la France et l'Autriche, rencontre qui se joue ce lundi à 21 heures sur TF1, a été au-delà d'un simple débrief d'un premier tour de l'Euro dans le Groupe D. Il a en effet été marqué par plusieurs prises de position des joueurs de l'équipe de France appelant à aller voter (Olivier Giroud, Ousmane Dembélé…) pour les législatives anticipées. Jusqu'ici les Bleus, interrogés sur la situation politique et la forte poussée du RN, en tête des européennes le 9 juin avec 31,4 % des suffrages, s'étaient contentés d'appeler au vote. Mais pas tous.

Ainsi, les paroles fortes de Marcus Thuram ont été beaucoup plus loin. Interrogé en conférence de presse, l'avant-centre de l'Inter Milan a été clair, n'est pas qui veut le fils de Lilian Thuram, champion du monde 1998, connu pour son engagement antiraciste : *« Je pense que la situation est triste, très grave… Il faut se battre pour que le RN ne passe pas. »* Des propos validés depuis par le capitaine des Tricolores, Kylian Mbappé. Ces quelques mots ont mis dans l'embarras la Fédération française de football qui, avec une certaine hypocrisie, a tout de suite rappelé dans un communiqué vouloir *« éviter toute forme de pression et d'utilisation politique de l'équipe de France »*, tout en se disant *« très attachée à la liberté d'expression »*. Ce volet prise de position clos, quoique, reste ce premier rendez-vous face à une solide équipe autrichienne.

PRUDENCE ET HUMILITÉ

Après une préparation quelconque (victoire contre le Luxembourg 3-0 et nul face au Canada 0-0), les Bleus ne se veulent pas alarmistes, à l'image de Kingsley Coman : *« On a essayé des choses, on a pris du temps de jeu, des repères. C'était le but de ces matchs, on va aborder la compétition forcément avec un autre visage. » « Nous venons en Allemagne avec de grandes ambitions, mais aussi avec beaucoup d'humilité »*, a ajouté le néo-madrilène Kylian Mbappé.


Pour l'attaquant Marcus Thuram, ici face au Canada le 9 juin dernier, « la situation est triste, très grave… Il faut se battre pour que le RN ne passe pas ». FRANCK FIFE / AFP

Sûrs de leur force, les hommes de Didier Deschamps devront se méfier de cette équipe autrichienne qui possède quelques atouts. Dirigée par l'Allemand Ralf Rangnick, chantre du pressing contre pressing à tout-va, l'Autriche a terminé à un point de la Belgique dans la poule F lors des qualifs. Le sélectionneur a su construire une machine à gagner. Depuis novembre 2022 et sa prise de fonction, les Autrichiens, en 14 matchs, n'ont connu qu'une seule défaite face à la Belgique et 11 succès, notamment contre l'Angleterre et l'Italie. Les Bleus devront donc être prudents et entamer le début de rencontre avec un maximum de sérieux, car en face la Wunderteam adore mettre le feu dès les premières secondes. Avec un effectif aussi fourni que celui de l'équipe de France, passer à côté ferait tache sur la suite de la compétition. D'autant plus que cinq jours plus tard, les Bleus affronteront les Pays-Bas.

ÉRIC SERRES

LA CHRONIQUE SPORT DE MEJDALINE MHIRI
RÉDACTRICE EN CHEFFE DES SPORTIVES

La vocalisation, pour vibrer ensemble

On peut être pour ou contre la pizza hawaïenne, celle avec de l'ananas, quand bien même elle s'affiche à la carte des grandes enseignes. On peut être pour ou contre les Jeux de Paris mais, dans la même idée, il y a de fortes chances pour qu'ils se produisent. Quel que soit votre degré d'impatience avant la compétition sportive la plus suivie de la planète, il y aura consensus sur le caractère crucial de son héritage. Dans ce domaine, il est à souhaiter qu'il y ait un avant et un après concernant la médiatisation du handisport. Rappel : le handisport, c'est du sport. En 2021, l'Arcom, ex-CSA, indiquait que les personnes en situation de handicap étaient représentées à hauteur de 0,6 % des programmes télévisuels, et publiait les chiffres de la diffusion des derniers jeux Paralympiques sur le service public : 35 heures pour Londres (2012), 104 heures pour Rio (2016), 123 heures pour Tokyo (2021). Si l'augmentation est constante, il est tout de même aisé de grimper en flèche quand on part de quasiment zéro. **Mais, cet été, France Télévisions a mis les petits plats dans les grands.** Pour la toute première fois, l'intégralité des jeux Paralympiques sera visible, en direct et en continu, sur France 2, France 3 ou bien en ligne. Soit plus de 300 heures. Surtout, il faut se réjouir de la mise en place d'un nouveau dispositif sur le plan de l'accessibilité : la vocalisation de la compétition. Le procédé se résume simplement. En plus des commentaires classiques lors des épreuves, une dizaine de journalistes (dont une majorité de femmes, cela dit en passant) rajouteront des éléments descriptifs pour que les personnes aveugles et malvoyantes, environ 1,5 million de Français, puissent se représenter le physique de l'athlète, la ferveur du public ou la tension traversant l'assemblée. ***« Jusque-là, l'audiodescription concernait uniquement les films ou les documentaires, sans rien sur le sport,*** rembobine Christophe Robin, directeur de la production habillage et accessibilité des antennes sur France TV. *On a testé la vocalisation lors du match France-Angleterre des Six-Nations (tournoi masculin, mars 2024 – NDLR). On a prévenu 1 000 personnes malvoyantes et leurs retours étaient très positifs. Personne n'avait jamais entendu ça ! »* La vocalisation sera proposée en option, non pas sur un canal spécifique, pour qu'à aucun moment personne ne soit perdu dans la rencontre, pour accompagner sans cesse le quidam tout en sachant se faire oublier et, finalement, partager les émotions du sport avec le plus grand nombre. Telles sont les promesses du service public. Une première mondiale qui en appelle d'autres.

l'Humanité
LUNDI 17 JUIN 2024



Les survivants de l'ancien monde, gangrené par l'extrême droite, trinquent à l'horreur, à l'effondrement (au premier plan : Marie Moly). ARNAUD BERTEREAU

REPORTAGE

Ne pas oublier les banderoles…

FORMATION L'école du Théâtre du Nord fête ses vingt ans. La septième promotion prépare *Tragédie*, spectacle de sortie écrit par quatre élèves, qui fait écho à l'actualité. Les répétitions vont bon train…

Lille (Nord), envoyée spéciale.

Le contraste est saisissant entre le décor, une énorme carcasse d'avion fracassée sur le plateau, paysage d'apocalypse, et la joie, le bonheur des 20 élèves (16 actrices/acteurs et 4 auteurs/autrices) qui s'apprêtent à voler de leurs propres ailes dans quelques jours.

À J-10 de la première de *Tragédie*, ils répètent d'arrache-pied. Recommencent, repartent à l'assaut d'un texte écrit par quatre d'entre eux, sous la houlette d'Eva Doumbia. « *Nous ne prétendons pas avoir écrit le texte d'une génération,* estime Ilonah Fagotin, autrice. *C'est une tentative d'être au monde, une émotion face au monde. Écrit-on des choses pour qu'elles soient actuelles ou contemporaines ? On espère que, dans dix ans,* Tragédie *continuera de parler.* » Clément Piednoel Duval, auteur, mesure combien cette pièce « *résonne d'un point de vue politique, intime, écologique avec le monde d'aujourd'hui. Nous avons écrit le texte il y a déjà plusieurs mois, mais la réalité, le monde nous rattrapent. On sait que la tragédie finit mal, mais nous avons tenté, à notre échelle, de créer des utopies.* »

Retour dans la grande salle du Théâtre du Nord. Écriture de plateau menée tambour battant, improvisations des comédiens qui viennent enrichir, ou pas, le texte. On a assisté à deux séances de répétitions. Toutes et tous sont concentrés. La tragédie se joue sur le plateau, mais aussi à l'extérieur.

« OUVRIR DES ZONES D'EMPATHIE »

Que faire ? Comment se ressaisir ? La défaite, l'engagement, le courage, l'espoir, le désespoir… Vous avez dit contemporain ? Les mots tissent un récit épique, lyrique, dont les ramifications puisent dans le corpus de la tragédie antique pour mieux s'en défaire. C'est un texte écrit au futur antérieur, porteur d'une mémoire, d'une histoire longue de plusieurs millénaires mais qui regarde désespérément, obstinément, vers l'avenir. Le monde est en ruines. Depuis la mort d'Iphigénie, celle d'Antigone, c'est toujours la jeunesse qui est sacrifiée sur l'autel du pouvoir. Sur le plateau, le compte à rebours vers une mort certaine a commencé. Ils sont les survivants de l'ancien monde, d'un monde gangrené par l'extrême droite, partout en Europe. Ils trinquent à l'horreur, à l'effondrement, quand l'une d'elles murmure : « *On a oublié les banderoles. (…) Pour ne pas perdre notre humanité, ne pas oublier les banderoles. On ne va rien refaire comme avant. On va inventer, espérer, s'aimer. Je vous aime, je nous aime.* » Le théâtre peut-il changer le monde ? La question est posée en grand dans le spectacle. Si Charles Tuyizere, comédien, ne le pense pas – « *le théâtre pose des questions mais quand je*

joue, je ne pense pas changer le monde » –, Ambre Germain-Cartron, comédienne, estime que *« le théâtre, seul, ne le peut pas, mais il participe à une réflexion commune. Je suis d'une génération où l'extrême droite a toujours fait partie du paysage. Son score actuel est effrayant. La dissolution de l'Assemblée nationale a précipité les choses. C'est maintenant qu'il faut agir. Notre spectacle est nécessaire. On sait qu'on va s'adresser à des gens qui ont peut-être voté à l'extrême droite. On ne peut pas voter à leur place mais on peut au moins ouvrir des zones d'empathie »*.

« COMMENT FAIRE ŒUVRE ENSEMBLE ? »

Autour d'un café, avant de reprendre les répétitions, Charles, Ambre et Sam Chemoul se livrent. Avec leurs camarades de promotion, ils auront passé trois années ensemble, partagé des aventures, rencontré des metteuses et metteurs en scène d'ici et d'ailleurs, éprouvé jusqu'à plus soif leur désir de faire du théâtre. Sous la houlette de David Bobée, directeur du théâtre, parrainés par Éric Lacascade, elles et ils expriment leur talent, leur énergie, leur singularité sur le plateau comme dans la vie.

Pour Sam, *« cette promotion convoque 16 identités et ça ne crée pas de la diversité mais de la richesse. Tout comme on ne choisit pas sa famille, nous ne nous sommes pas choisis mais rencontrés. On a passé trois années ensemble, parfois soixante heures par semaine et, à ce rythme, on apprend sur la singularité de l'autre. C'est une leçon sur le vivre-ensemble, une manière de lutter contre l'uniformisation des corps, du jeu de l'acteur ». « On est tous différents et nous avons su sublimer nos différences »*, ajoute Charles. Et Ambre de préciser : *« Nous ressemblons à nos copains, à ceux qu'on fréquente, à ce monde où il n'y a pas que des Blancs hétéronormés, beaux, sourire éclatant, qui ne nous ressemblent pas. »*

Cette promotion, baptisée Studio 7, est à l'image de la jeunesse dans toute sa diversité. David Bobée y a scrupuleusement veillé : *« Cette promotion a provoqué un choc générationnel. Elle a besoin de réinventer le monde et le théâtre. Elle a aussi besoin de connaître ce qui s'est passé avant, de remonter à la source. »* Transmettre, bien sûr, mais pas que. Pour Éric Lacascade, *« le spectacle ne fait pas le constat d'un état du monde mais il sous-tend une manière de faire politiquement du théâtre dans cette mise en commun. Comment faire œuvre ensemble »* ?

« Nous avons écrit le texte il y a déjà plusieurs mois, mais la réalité, le monde nous rattrapent. »
CLÉMENT PIEDNOEL DUVAL, AUTEUR

Dehors, devant le théâtre, à l'appel de la CGT spectacle et du Syndeac, plusieurs dizaines de personnes se regroupent pour dénoncer les coupes budgétaires. Les élèves de l'école sont tous là. Pas pour faire de la figuration. ils se sentent forts de ces trois années passées ensemble. Beaucoup ont déjà des projets plein la tête. En solo ou en compagnie, dans un collectif ; des spectacles, des films, des ateliers d'écriture, l'envie de jouer, d'écrire chevillée au cœur et au corps. Mais ils ne sont dupes de rien, et surtout pas des difficultés auxquelles le secteur de la culture, et particulièrement celui du spectacle vivant, est confronté. Il y a péril en la demeure. Miya Péchillon et Ambre Germain-Cartron vont lire, chacune, un extrait de *Tragédie*. Leurs mots concentrent toutes les attentions. Autour d'elles, le silence se fait. On mesure la puissance des mots, du théâtre aussi quand il ne se contente pas d'amuser la galerie… ■

MARIE-JOSÉ SIRACH

Tragédie, mise en scène de David Bobée et Éric Lacascade, sera créé du 24 au 28 juin au Théâtre du Nord, Lille. Tournée : du 1er au 5 octobre, Théâtre du Nord ; les 16 et 17 octobre au Phénix de Valenciennes ; les 16 et 17 janvier, à la Comédie de Béthune ; le 31 janvier à la Faïencerie de Creil ; le 25 mars à la MC d'Amiens ; et du 3 au 6 avril à la Villette, Paris.

Je suis perdu dans le monde humain

THÉÂTRE La pièce, écrite et mise en scène par Guillermo Pisani, pose en trois séquences percutantes la question de la place possible d'un étranger non européen.

Asmat est là, chez Agathe, le regard un peu absent, paisible, devant la machine à café en panne. Ils sont assis autour de la table de la cuisine. L'homme n'a pas d'âge, jeune sans doute. La femme est peut-être plus âgée. Elle milite dans une association d'aide aux migrants. On comprend qu'Asmat attend de savoir s'il sera accepté sur le territoire national par les autorités. Agathe l'héberge temporairement, comme elle l'a fait déjà sans doute pour d'autres migrants. Ce n'est pas pour elle une mission, plutôt une action naturelle. Le jour, elle va *« à (s)on travail »*. Le reste de son temps est consacré à cet accueil.

L'auteur et metteur en scène argentin Guillermo Pisani n'en dit guère plus. Pourtant, ce spectacle, créé en 2011 et repris en cette fin de saison à Paris, pose avec clarté des questions qui touchent à la solidarité, à l'identité et aussi aux rapports sociaux entre les individus. Que sait-on d'Asmat ? Peu de chose. Et s'il sort la nuit, avec quelques outils en poche, quelles sont ses activités ? Au début, le personnage ne parle pas ou peu. Barrière de la langue… Puis la parole se débloque. Le récit est linéaire mais il fait des sauts dans le temps.

Guillermo Pisani a conçu *Je suis perdu* en trois parties, comme des actes, mais qui n'ont pas de lien direct entre eux. Le numéro deux (l'ordre s'affiche sur le mur du fond) met aux prises un écrivain retenu pour participer à un festival « d'auteurs en exil », une metteuse en scène et la responsable de la manifestation. Laquelle attend de lui qu'il développe pendant cette résidence son texte évoquant une *Jeunesse à Homs*, ville de Syrie dont il serait originaire, texte avec lequel il a été sélectionné. Mais il veut, lui, abandonner ce passé pour écrire la suite des *Deux Téléphones*, un abracadabrant vaudeville autour d'un maire de Paris, de sa femme et de sa maîtresse.

DU VAUDEVILLE AU POLAR

Projet qui ne convainc pas l'organisatrice. Posant ainsi la question de la liberté pour tout créateur, mais aussi celle du regard porté par une autorité, quelle qu'elle soit, sur un étranger qui n'entre pas forcément dans les cases imaginées pour lui au nom de principes et de bons sentiments. Introduisant du théâtre dans le théâtre, les trois comédiens se mettent alors à jouer quelques moments de la pochade vaudevillesque. Les portes claquent à toute volée, le mari, la femme et l'amante se poursuivent. L'ensemble est totalement déjanté, et d'une drôlerie absolue.

Puis, sans transition ou presque, la troisième partie tourne autour d'Anbar, jeune biologiste marocaine qui vient de rejoindre une unité de recherche du CNRS. Son arrivée bouleverse l'organisation du service, et le manque de moyens financiers se fait sentir. Pour autant ses travaux sur *« le développement des tumeurs dans des œufs de poule »* se passent dans la bonne entente, jusqu'à ce que tombent les masques. Ce troisième acte est construit comme un polar. Avec suspense et angoisse. Les trois comédiens glissent d'un rôle à l'autre. Caroline Arrouas, Boutaïna El Fekkak et Arthur Igual font là un sans-faute total. Entre comédie, respect de l'autre au-delà des origines et partage d'humanité. ■

GÉRALD ROSSI

Jusqu'au 23 juin, à la Tempête, Cartoucherie de Vincennes, Rens. : 01 43 28 36 36 ; www.la-tempete.fr



Arthur Igual, Caroline Arrouas et Boutaïna El Fekkak. Trois comédiens, trois actes et neuf rôles. PAULINE LE GOFF

LA CHRONIQUE THÉÂTRE DE JEAN-PIERRE LÉONARDINI



Les universités de Valérie Dréville

Justement réputée pour sa présence en scène violemment poétique, Valérie Dréville publie *l'Art du débutant* (1). Elle y rapporte, très précisément, les étapes successives de son travail sur elle-même, au contact de ceux qu'elle nomme ses *« maîtres »*. Et quels maîtres ! Il s'agit d'Antoine Vitez, Claude Régy, Anatoli Vassiliev, Thomas Ostermeier et Krystian Lupa. Il ne faut pas s'attendre à des confidences du genre : *« À 5 ans, je n'aimais pas la soupe. »* Surtout pas, car ce livre, ainsi que l'annonce fièrement son titre, est celui d'une expérience de vie fondée sur l'étude approfondie et assidue d'un métier – c'en est un – qui met en jeu sans répit les muscles, les nerfs, le souffle, pour ne pas dire l'âme. Valérie Dréville s'affirme débutante à jamais, tout comme Pierre Boulez, compositeur et chef d'orchestre dûment reconnu, faisait paraître au Seuil, en 1966, ses *Relevés d'apprenti*.

Le désir d'apprendre, chez Valérie Dréville, participe ouvertement d'une sorte d'ascèse joyeuse. Initialement formée par Vitez et Régy, elle est, quatre ans durant, pensionnaire de la Comédie-Française. Elle y est notamment dans *le Bal masqué*, de Lermontov, mis en scène par Vassiliev. Rencontre capitale : elle part longtemps à Moscou, apprend le russe, s'initie aux exercices, à la fois raffinés et arides, qu'impose Vassiliev, dans son studio aux murs blancs de la rue Povarskaïa. Le récit détaillé de cette aventure, proprement spirituelle, occupe l'essentiel de l'ouvrage. Cela constitue un ensemble de renseignements précieux pour un chapitre de l'histoire du théâtre vécu dans le corps d'une actrice d'exception.

> Un chapitre de l'histoire du théâtre vécu dans le corps d'une actrice d'exception.

On connaîtra, en France, les résultats concrets de cet enseignement au vu de deux spectacles mémorables, ô combien, dans lesquels elle s'avérait souveraine : *Médée-Matériau*, de Heiner Müller, et *Thérèse philosophe*, d'après un roman érotique du XVIIIe siècle. Quant aux souvenirs émus offerts par cette artiste née douée, acharnée à se parfaire, n'y a-t-il pas, au milieu de tant d'autres, son apparition en Doña Sept-Épées dans *le Soulier de satin*, de Claudel, sublimé par Vitez ? Et *la Mouette*, de Tchekhov, sous le regard d'Ostermeier… Ce n'est certes pas ici le lieu où établir la nomenclature de toutes les œuvres que Valérie Dréville, avec ou sans ses « maîtres », a pu parer de son aura. Quant au cinéma, excusez du peu, Godard, Resnais, Philippe Garrel, Desplechin firent appel à elle. *L'Art du débutant* parlera à tout amateur de théâtre et surtout à la foule des jeunes gens qui rêvent de prendre la lumière. Ils trouveront, dans cet ouvrage, matière à méditer sur la longue patience et la foi que cela exige. ■

L'Art du débutant, de Valérie Dréville, préface de Thomas Ostermeier, éd. Actes Sud, coll. « Le temps du théâtre », 176 pages, 20 euros.

La chorégraphe Robyn Orlin, droit sur Le Cap-Nord

DANSE Lors du Festival de Marseille, la Sud-Africaine chamboule l'espace scénique et interroge les mécanismes de la violence en cours dans la ville d'Okiep.

Marseille (Bouches-du-Rhône), envoyée spéciale.

Le Festival de Marseille, sous la direction de Marie Didier, bat son plein avec sept créations, trois premières françaises et deux premières européennes. La chorégraphe sud-africaine blanche Robyn Orlin, qui manie comme personne les armes de l'ironie, du kitsch et la prise à partie du public, a présenté sa dernière création, affublée d'un titre long comme un jour sans pain, *How in Salts Desert is it Possible to Blossom* (« Comment fleurir dans un désert de sel ? »).

Surnommée « l'irritation permanente » dans son pays, Robyn Orlin s'associe pour la première fois avec la compagnie sud-africaine Garage Dance Ensemble, à la danse-théâtre engagée. Ses deux fondateurs, Alfred Hinkel et John Linden, sont d'anciens élèves de la chorégraphe. Ils sont cinq interprètes à tirer sur des cordes reliées à l'estrade où officient les deux musiciens du groupe uKhoiKhoi : Yogin Sullaphen, compositeur, et la chanteuse Anelisa Stuurman, basés à Johannesburg. Les cinq, tels des chevaux de trait, tractent la scène. Ils viennent tous d'Okiep, dans la province du Cap-Nord, ancienne région minière, frontalière de la Namibie, à la fois riche (extraction de cuivre entre 1855 et 1918) et aride, qui concentre à elle seule tout un pan de l'histoire de l'Afrique du Sud colonisée. Guetteuse enragée, Robyn Orlin met en scène la vie sur cette terre à la pauvreté aujourd'hui écrasante, soumise aux agressions de tous ordres, que la pandémie, le confinement ont encore amplifiée avec l'explosion des violences sexuelles envers les femmes mais aussi les enfants et les trans.

Cela se joue sous la forme de courtes saynètes saturées de sautes d'humeur, de violence pressentie montées en épingle grâce à un dispositif sophistiqué. Robyn Orlin possède une sûre maîtrise des couleurs et du rythme. Une caméra filme la scène depuis les cintres. Vue plongeante inhabituelle. Les images en direct sont parfois modifiées par un filtre qui donne aux corps des allures de dessin au crayon gris (vidéos d'Éric Perroys). Un clin d'œil aux Coloured People, ces ethnies mélangées, descendantes des cultures nama et indienne, discriminées car pas assez blanches au temps de l'apartheid, pas assez noires aujourd'hui. Elles sont retransmises sur le mur du fond que le public regarde davantage que la scène. Cet œil électronique rationalise, via sa surveillance, les tensions des artistes. Le téléphone portable s'invite aussi dans la danse.

UNE BEAUTÉ À COUPER LE SOUFFLE

Au milieu des interprètes, tous fabuleux, Esmé Marthinus dite « Miemie », couverte d'une superposition de tissus (costumes de Birgit Neppl), joue le rôle d'une mère qui soigne comme elle peut sa fille victime d'un viol filmé au portable. À la fin, la mère se délivre d'une myriade de fleurs de toutes les couleurs. C'est d'une beauté, d'une tendresse à couper le souffle. Durant l'heure de la pièce, le public est amené à regarder ailleurs que ce qu'il voit en direct en chair et en os. Robyn Orlin aime ce côté trash des images restituées sur nos téléphones. Si l'omniprésence des écrans sature l'environnement du spectateur, pourquoi la danse serait-elle à l'abri de ça ?

Une mention spéciale pour *Aïchoucha*, du Tunisien Khalil Epi, qui nous plonge dans les traditions musicales de sa terre natale via les sons en live et les images diffusées sur trois écrans. ■

MURIEL STEINMETZ

(1) Festival de Marseille, jusqu'au 6 juillet. Renseignements au 04 91 99 00 27 ; festivaldemarseille.com



Cinq interprètes de la compagnie sud-africaine Garage Dance Ensemble sont reliés par des cordes à l'estrade où officient deux musiciens du groupe uKhoiKhoi. VALÉRIAN GALY

Gilets jaunes et doléances, un dialogue à sens unique

TÉLÉVISION Pour France 3, Fabrice Dalongeville, maire d'Auger-Saint-Vincent, dans l'Oise, est parti à la recherche des cahiers rédigés en plein mouvement social.

***Les Doléances*, France 3, 22 h 40**

Deux mots suffisent : « grand » et « petit ». Car le premier symbolise les « *grands discours, les grandes écoles, les grandes entreprises, les grands patrons et les grandes régions* ». Et le second met en avant les « *petits commerces, les petites gares, les petites mains et les petites retraites* ». Le signe d'une fracture entre deux mondes où les contacts se réduisent chaque jour. Les mots « grand » et « petit » sont respectivement apparus 117 et 99 fois dans les doléances étudiées par Manon Pengam, maîtresse de conférences en sciences du langage à l'université CY Cergy-Paris. Un travail de recension pour ne pas oublier que ce « tête-à-tête » entre le pouvoir politique et les citoyens n'a jamais eu lieu.

Pour rappel, au plus fort du mouvement des gilets jaunes, en début d'année 2019, Emmanuel Macron lance une opération : la mise en place de cahiers de doléances. En tout 19 899 calepins sont noircis à la main de réflexions, d'exaspérations, de questionnements, et éparpillés au sein de 16 500 mairies. « *Monsieur le président, j'aimerais que vous expliquiez à ma fille de 5 ans pourquoi maman ne met pas le chauffage partout dans la maison ? Pourquoi maman n'achète pas du pain tous les jours ?* » s'insurge par exemple une ancienne gilet jaune. Un autre participant a quant à lui intégré de l'humour dans son texte : « *Excusez pour mon français, mon écriture. Mais tout cela vient de mes études. J'ai fait HEC : haute école communale.* » Toute cette mobilisation pour que ces revendications ne soient finalement pas rendues publiques, comme promis.

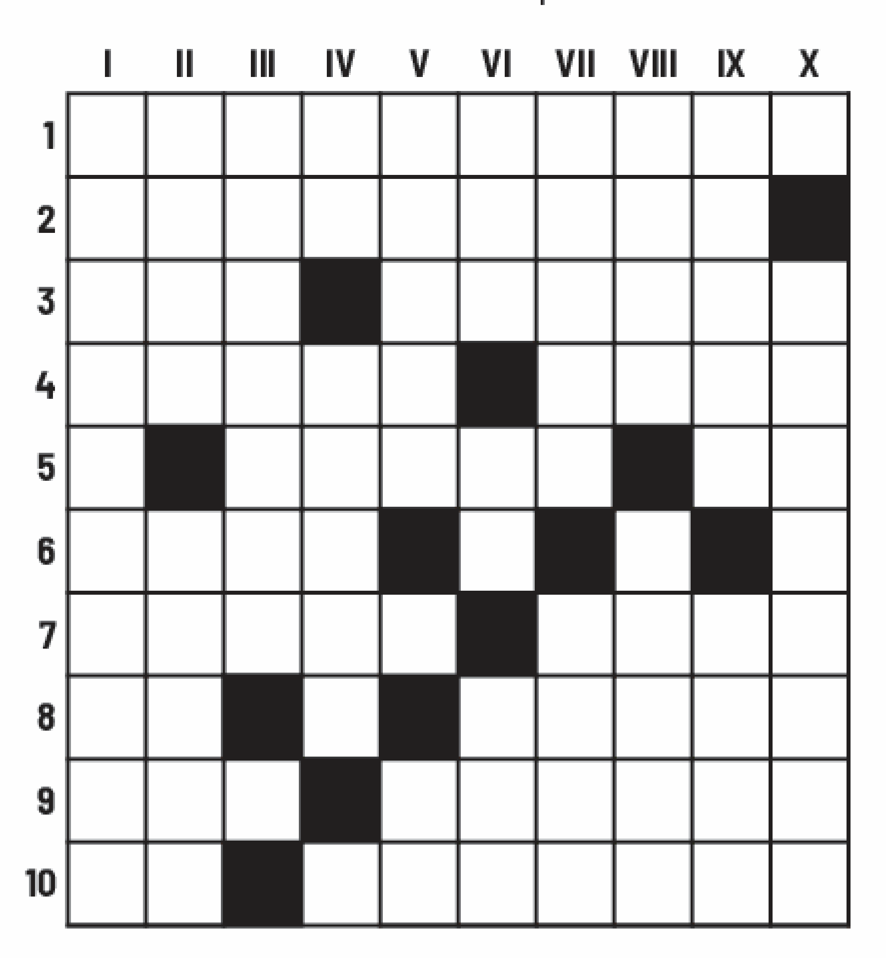
Depuis, élus locaux comme citoyens patientent et tentent de maintenir l'initiative en vie. C'est le cas de Fabrice Dalongeville, maire d'Auger-Saint-Vincent (Oise), que les équipes de France 3 ont suivi pour un nouveau numéro de *la Ligne bleue*. L'élu rencontre des collectifs, des gilets jaunes, des chercheurs et presse les députés locaux de prendre part à ce combat. Partout en France, des vestiges du mouvement social restent visibles. Comme à proximité de Bordeaux, où Fabrice Dalongeville tombe sur une « base arrière » de gilets jaunes toujours en place, à une centaine de mètres d'un rond-point. Placée sur une propriété privée, elle a échappé aux autorités. « *Quel meilleur exemple que les doléances pour faire participer des gens du territoire ?* » rappelle Manon Pengam. Elle-même s'est rapprochée de collectifs afin d'étudier un grand nombre de cahiers. « *Dans certains types d'écriture, on voit comment il a fallu s'impliquer pour pouvoir être lu*, remarque Laurence Dureuil, bénévole au sein du collectif Creuse, qui a participé à l'opération. *Je trouve que c'est d'autant plus violent que cet engagement n'a pas été respecté à la hauteur de l'effort réalisé.* » Cinq ans plus tard, la situation n'a pas évolué : un grand nombre de citoyens vit toujours dans la misère et le gouvernement n'a pas l'intention de renouer le dialogue.

TOM DEMARS-GRANJA



En début d'année 2019, 19 899 registres de doléances ont été remplis. 13 PRODS/PICTANOVO/FTV

MOTS CROISÉS N° 23 964 par Martial Dubois



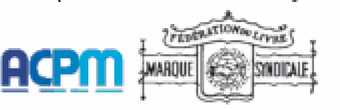
HORIZONTALEMENT
1. Il a sa place dans l'armoire à pharmacie. **2.** Maladie infectieuse de la peau. **3.** À partir d'un moment donné. Garnissons d'explosifs. **4.** Sortie de secours. Le plus âgé des enfants. **5.** Bien charpentés. Symbole chimique d'un métal blanc très dur. **6.** Montée des eaux. **7.** Ennuyer par des propos oiseux. Enjeu. **8.** Pronom personnel. Lit suspendu. **9.** Pot de terre. Avion militaire. **10.** Sur un diplôme. Apsaras.

VERTICALEMENT
I. Insuffisance de valeur. **II.** Périodes historiques. Respirations bruyantes de certains moribonds. **III.** Lingeries féminines. **IV.** Ville bourguignonne bien connue des cruciverbistes. Au bout du rouleau. **V.** Sommets. Pronom. **VI.** Une bonne pomme. Clé des chants. Demoiselle. **VII.** Eus un avantage à la marque. Gagnes le large. **VIII.** Saint évêque de Noyon. Entassement d'objets sans valeur. **IX.** Non. Fureur. **X.** Faveurs.

SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Médicament. **2.** Érésipèle. **3.** Dès. Minons. **4.** Issue. Aîné. **5.** Ossus. Ir. **6.** Crue. **7.** Raser. Pari. **8.** Il. Hamac. **9.** Têt. Mirage. **10.** Es. Déesses. **VERTICALEMENT. I.** Médiocrité. **II.** Ères. Râles. **III.** Dessous. **IV.** Is. Usées. **V.** Cimes. Me. **VI.** Api. Ut. Hie. **VII.** Menas. Pars. **VIII.** Éloi. Ramas. **IX.** Nenni. Rage. **X.** Services.

l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1er janvier 1957)
Capital social 2 500 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.
E-mail : oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 01 49 22 73 47
Publicité Comédiance. Silvère Magnon, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)
Directoire
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication ; Silvère Magnon, directeur des développements et de l'événementiel
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président
Actionnaires principaux L'Association des lectrices et lecteurs de l'Humanité ; l'Association des diffuseurs de l'Humanité.
Impression POP (La Courneuve), Mop (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du jeudi 13 juin 37 356 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne – 60 % ou 100 % de fibres recyclées – IFDG. Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.





« L'enseignement supérieur est-il en voie de privatisation ?

Du master aux grandes écoles en passant par les prépas, l'offre privée ne cesse de se développer en drainant de plus en plus d'étudiants, tandis que les méthodes de l'entreprise transforment l'université.

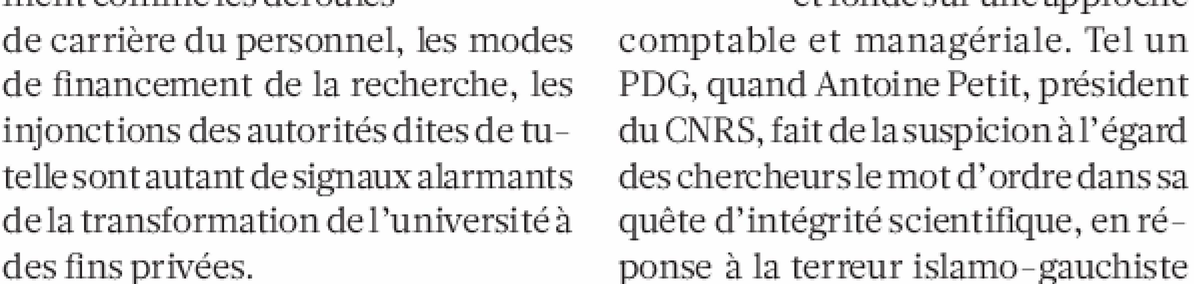
Depuis les années 1990, la marchandisation a pris le dessus sur l'enseignement supérieur public et menace la liberté de recherche.



FLEUR LARONZE
Maîtresse de conférences à l'université de Haute-Alsace

L'université est une entreprise. Elle a fonctionné « comme » telle dans les années 1990, mais la mission de service public pouvait encore imposer ses priorités. Aujourd'hui, elle est devenue une entreprise, ce n'est même plus une métaphore. Les procédés de sélection des étudiant·es, les méthodes de recrutement comme les déroulés de carrière du personnel, les modes de financement de la recherche, les injonctions des autorités dites de tutelle sont autant de signaux alarmants de la transformation de l'université à des fins privées.

Les étudiant·es sont présenté·es comme des « client·es », pour reprendre les termes employés en 2020 par le président de l'université de Strasbourg. Les méthodes brutales de sélection non transparentes et potentiellement discriminatoires, en l'absence de communication du code source de Parcoursup, aboutissent à une mise en concurrence des établissements et à l'émergence d'un système à deux vitesses, reproduisant les inégalités sociales et scolaires que l'université parvenait à combattre. Ces méthodes, nous les retrouvons dans les recrutements des personnels pour lesquels les contrats précaires sont privilégiés. Cet accroissement de la précarisation du personnel enseignant comme administratif et technique, conjugué à la réduction des postes, contribue à l'amplification des tâches à la charge du personnel enseignant et à une désincitation du métier d'enseignant-chercheur. Ce métier devient difficile, pour ne pas dire exposé à des risques bien identifiés sur le plan psychosociologique. Les violences entre collègues dans une structure fondée sur la reconnaissance par ses pairs se révèlent dévastatrices et prennent le plus souvent la forme du harcèlement moral et du sexisme. Le #MeToo de l'université n'a pas encore eu lieu… Ces violences sont le résultat d'un système choisi par les gouvernances et par les tutelles, relevant du néolibéralisme et fondé sur une approche comptable et managériale. Tel un PDG, quand Antoine Petit, président du CNRS, fait de la suspicion à l'égard des chercheurs le mot d'ordre dans sa quête d'intégrité scientifique, en réponse à la terreur islamo-gauchiste décrétée par la ministre Vidal, la liberté de la recherche, fondée sur un principe fondamental reconnu par les lois de la République, est ici violée. Le prix de cette liberté aura été chèrement payé, car les enseignants-chercheurs acceptent en France de devoir répondre à des appels à projets pour obtenir des financements, de devoir entrer en concurrence les uns les autres pour réaliser leur travail alors que la coopération est dans le même temps encouragée.



Les méthodes de Parcoursup aboutissent à l'émergence d'un système à deux vitesses.

Dans une entreprise du secteur privé, le Code du travail impose la fourniture de tous les moyens nécessaires pour le travail par l'employeur au salarié. Dans une entreprise, des médecins du travail, avec l'appui des syndicats, signalent les alertes sociales en cas d'atteinte à la santé et demandent la réalisation d'enquêtes. Qu'on se le dise… ■

Symptômes de la commercialisation des études supérieures, les formations privées ont profité du désengagement de l'État.





FRÉDÉRIQUE BEY ET JEAN-MARC NICOLAS
Représentants CGT Ferc-Sup

L'enseignement supérieur est un enjeu national de première importance : il s'agit de former au plus haut niveau possible la jeunesse. En dépit de l'augmentation du nombre d'étudiants (+ 25 % entre 2011 et 2021), l'État ne cesse de se désengager. Ce sont les formations du privé qui en profitent. Notre union n'a cessé de le répéter : faire de l'enseignement supérieur une marchandise à vendre au plus offrant était un des objectifs majeurs des politiques européennes depuis 1999.

Aujourd'hui, ce sont 26 % des étudiant·es de l'enseignement supérieur français qui suivent une formation privée. Sur les 584 000 étudiant·es supplémentaires, 227 000 seulement sont entré·es à l'université publique en 2022 sans aucun poste créé. Dans le même temps, les écoles de commerce ont presque doublé leurs effectifs ! Et ce sont les formations privées à but lucratif qui se taillent la part du lion ; la croissance démographique, le désengagement de l'État, mais aussi et, surtout, le financement via des fonds publics sont leurs leviers de croissance : leurs frais d'inscription, honteusement élevés, sont ainsi pour partie pris en charge par les cotisations des entreprises et les aides de l'État (apprentissage, bourses publiques). Par ailleurs, la concentration capitalistique via les fonds de pension (Galileo), le soutien des banques avec le financement à crédit des études et, enfin, l'ouverture de Parcoursup en 2021 au privé ont provoqué l'explosion du marché : le nombre de ces formations présentes sur la plateforme a quasiment doublé en quatre ans (4 992 en 2020, 9 298 en 2023), elles représentaient, à la rentrée 2023, 40 % du total. Le nombre d'étudiant·es a augmenté de 70 % en douze ans dans le privé, contre seulement 15 % dans le public. Ces formations privées n'apportent pourtant aucun gage de leur qualité (pas de contrôle du ministère) et se caractérisent par une pratique généralisée de la publicité mensongère, un flou entretenu sur la réalité du diplôme délivré, des emplois et des salaires obtenus à la sortie des écoles. Entre 2020 et 2022, le nombre d'étudiants préparant un diplôme d'enseignement supérieur en apprentissage a augmenté de 78 % ; 70 % d'entre eux sont dans le privé. Les dépenses publiques pour l'apprentissage (paiement des frais de scolarité et aides aux entreprises) ont dépassé 16 milliards d'euros, une augmentation de 300 % en trois ans, essentiellement dans le supérieur. S'y ajoutent des aides conséquentes par les collectivités territoriales à certains instituts privés confessionnels. Ce détournement d'argent public doit cesser. L'État doit revenir au financement de l'enseignement supérieur public, revenir à la lettre du préambule de la Constitution de 1946 et garantir l'égalité d'accès de tous et toutes à un enseignement supérieur public, gratuit, laïque et émancipateur. ■

Les formations privées à but lucratif ont quasiment doublé en quatre ans.



Emmanuel Macron, Gabriel Attal, Nicole Belloubet,

C'est maintenant que se décident les conditions de la prochaine rentrée scolaire avec les affectations des titulaires de postes. ***En septembre, pas un professeur ne doit manquer à Gennevilliers.***

À la rentrée 2023, Gabriel Attal, alors ministre de l'EN, avait déclaré :
« Il y aura un enseignant devant chaque élève ».

À Gennevilliers, il a manqué 10 enseignants, et plus de 200 enfants n'ont pas eu d'enseignants pendant plusieurs semaines, certains pendant plusieurs mois. Cette situation a rendu ingérable les remplacements en cours d'année.

Cela ne doit pas se reproduire. La promesse non tenue en 2023 doit l'être en 2024 !
Par ailleurs, nous demandons le retour rapide en REP des écoles du quartier des Agnettes.



l'Humanité



l'Humanité
LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS
NOUVEAU
FRONT POPULAIRE !
LE PROGRAMME COMPLET
Le contrat de législature de l'alliance de gauche rompt avec le pouvoir de l'argent et s'oppose radicalement au projet réactionnaire du RN. *L'Humanité* publie l'intégralité du texte.
AUX URNES !
ENSEMBLE
VICTOIRE
UNION
VOTE
dugudus
X THEO.SCHD



ÉDITORIAL

PAR FABIEN GAY
Directeur
de *l'Humanité*

Nous pouvons changer l'histoire!

Un nouvel espoir se lève. C'est le souffle de l'union, celui des forces du progrès social et écologique, soutenues largement par celles du mouvement social dans sa diversité. C'est un espoir de changer radicalement nos vies et la société, alors que le président de la République et le capital veulent nous enfermer dans une spirale infernale entre libéralisme autoritaire et extrême droite libérale et raciste.

Face à la menace d'une prise de pouvoir par l'alliance du front réactionnaire, il faut être au combat. Les partis de gauche ont pris leurs responsabilités et entendu le message de rassemblement afin d'empêcher le désastre d'un gouvernement d'extrême droite. Ce Nouveau Front populaire du XXIe siècle sera incarné par des candidatures uniques dans chaque circonscription, par des femmes et des hommes qui luttent pour en finir avec la brutalité des politiques libérales et autoritaires du président de la République. Ces politiques qui asphyxient et brutalisent les classes populaires, dont la dernière réforme de l'assurance-chômage est une illustration.

Une première étape indispensable: le vote massif pour le Nouveau Front populaire, les 30 juin et 7 juillet.

Ce programme que *l'Humanité* met à votre disposition peut, dans quelques jours, concrétiser des revendications populaires. C'est le cœur de la bataille politique qui s'ouvre : contrer l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir et battre les politiques libérales de Macron. Cela est possible malgré les polémiques et les attaques perfides que subiront les candidats de cette alliance de progrès. Alliant mesures d'urgence et structurelles, ce programme peut s'appliquer au lendemain des élections législatives. À vous de le faire vivre, d'en débattre, de le promouvoir et même de l'enrichir pour construire sur le long terme.

Tout cela sera rendu possible si, dans tout le pays, une majorité du peuple s'en empare, que se constituent partout des comités du Front populaire et que cela se traduise par une première étape indispensable : le vote massif pour les candidates et candidats du Nouveau Front populaire, les 30 juin et 7 juillet. Le Nouveau Front populaire, s'il se revendique de l'héritage du glorieux mouvement social et politique d'il y a presque un siècle, doit devenir le bien commun du peuple pour concrétiser les mesures qui sont tant attendues. En avant ! Au combat !



Paris, le 11 juin. Deux jours après le résultat des européennes et l'annonce de

Nouveau Front populaire. Contrat de législature



la dissolution de l'Assemblée nationale. AMAURY CORNU/HANS LUCAS/AFP

Préambule

Le Nouveau Front populaire rassemble des femmes et des hommes issus d'organisations politiques, syndicales, associatives et citoyennes qui s'unissent pour construire un programme de rupture avec la politique d'Emmanuel Macron répondant aux urgences sociales, écologiques, démocratiques et pour la paix.
Nous combattons le projet raciste et de casse sociale de l'extrême droite et voulons l'empêcher d'arriver au pouvoir.
Nous refusons les attaques contre nos libertés démocratiques et la répression vis-à-vis des forces sociales et associatives, particulièrement bafouées ces dernières années.
Nous luttons contre la multiplication des discours de haine et contre la prolifération des menaces et des violences qui abîment notre démocratie.
C'est pourquoi notre majorité et nos parlementaires s'engagent à porter ces principes éthiques tout au long de la mandature en refusant la diffusion de fausses informations, la calomnie, le cyberharcèlement et les incitations à la haine, y compris sur Internet.
En donnant une majorité de députés au Nouveau Front populaire, les Françaises et les Français écriront une nouvelle page de l'histoire de France.
Les 30 juin et 7 juillet, votez pour le Nouveau Front populaire !

Notre majorité s'engage à porter des principes éthiques tout au long de la mandature.

15 premiers jours : LA RUPTURE

Une seule priorité pour le gouvernement du Nouveau Front populaire dès son installation : répondre aux urgences qui abîment la vie et la confiance du peuple français. Nous en finirons avec la brutalisation et la maltraitance des années Macron. Nous adopterons immédiatement 20 actes de rupture pour répondre à l'urgence sociale, au défi climatique, à la réparation des services publics, à un chemin d'apaisement en France et dans le monde, pour que la vie change dès l'été 2024.

Décréter l'état d'urgence sociale

– Bloquer les prix des biens de première nécessité dans l'alimentation, l'énergie et les carburants par décret, et renforcer le bouclier qualité-prix pour les outre-mer
– Abroger immédiatement les décrets d'application de la réforme d'Emmanuel Macron passant l'âge de départ à la retraite à 64 ans, ainsi que les réformes de l'assurance-chômage
– Augmenter le minimum contributif (pension de retraite pour une carrière complète) au niveau du Smic et le minimum vieillesse au niveau du seuil de pauvreté
– Augmenter les salaires par le passage du Smic à 1 600 euros net, par la hausse de 10 % du point d'indice des fonctionnaires (intégralement compensée pour les collectivités territoriales), augmenter les indemnités des stagiaires, le salaire des apprentis et des alternants
– Engager les négociations commerciales en garantissant un prix plancher et rémunérateur aux agriculteurs et en taxant les superprofits des agro-industriels et de la grande distribution
– Revaloriser les APL de 10 %

Relever le défi climatique

– Décréter un moratoire sur les grands projets d'infrastructures autoroutières
– Adopter un moratoire sur les méga-bassines
– Mettre en place des règles précises de partage de l'eau sur l'ensemble des activités

Défendre le droit au logement

– Relancer la construction du logement social en revenant sur les coupes de Macron pour les organismes HLM de 1,4 milliard d'euros annuels
– Créer les places d'accueil d'hébergement d'urgence permettant un accueil inconditionnel et procéder dans les situations d'urgence à la réquisition des logements vides nécessaires pour loger les sans-abri ■■■

Réparer les services publics

– Organiser une conférence de sauvetage de l'hôpital public afin d'éviter la saturation pendant l'été, proposer la revalorisation du travail de nuit et du week-end pour ses personnels

– Redonner à l'école publique son objectif d'émancipation en abrogeant le « choc des savoirs » de Macron et préserver la liberté pédagogique

– Faire les premiers pas pour la gratuité intégrale à l'école : cantine scolaire, fournitures, transports, activités périscolaires

– Augmenter le montant du Pass'Sport à 150 euros et étendre son utilisation au sport scolaire en vue de la rentrée

Apaiser

– Relancer la création d'emplois aidés pour les associations, notamment sportives et d'éducation populaire

– Déployer de premières équipes de police de proximité, interdire les LBD et les grenades mutilantes, et démanteler les Brav-M

Retrouver la paix en Kanaky - Nouvelle-Calédonie

– Abandonner le processus de réforme constitutionnelle visant au dégel immédiat du corps électoral. C'est un geste fort d'apaisement qui permettra de retrouver le chemin du dialogue et de la recherche du consensus. À travers la mission de dialogue, renouer avec la promesse du « destin commun », dans l'esprit des accords de Matignon et de Nouméa et d'impartialité de l'État, en soutenant la recherche d'un projet d'accord global qui engage un véritable processus d'émancipation et de décolonisation

Mettre à l'ordre du jour des changements en Europe

– Refuser les contraintes austéritaires du pacte budgétaire

– Proposer une réforme de la politique agricole commune (PAC)

100 premiers jours : L'ÉTÉ DES BIFURCATIONS

Passé les quinze premiers jours, une session extraordinaire s'ouvrira à l'Assemblée nationale, où les groupes du Nouveau Front populaire seront majoritaires, puis une seconde à la rentrée, après la fin des jeux Olympiques et Paralympiques. Le Parlement tiendra une place beaucoup plus importante dans le type de gouvernement promu par le Nouveau Front populaire. Les députés seront particulièrement associés et/ou à l'initiative de 5 paquets législatifs pour amorcer les grandes bifurcations dont le pays a besoin. D'abord, à la suite des mesures d'urgence par décret, la présentation d'une grande loi permettra de rattraper et d'améliorer la situation sociale des Français grandement paupérisés par sept années de macronisme et trois années d'inflation. Deux grandes lois permettront d'entamer la reconstruction des deux services publics les plus cruciaux : santé et éducation. Une loi énergie climat permettra de jeter les bases de la planification écologique. Enfin, le premier projet de loi de finances rectificative sera présenté pour abolir les privilèges des milliardaires.

Faire une grande loi pour le pouvoir d'achat

– Organiser une grande conférence sociale sur les salaires, l'emploi et la qualification

– Indexer les salaires sur l'inflation et porter l'allocation aux adultes handicapés (AAH) au niveau du Smic

– Abolir la taxe Macron de 10 % sur les factures d'énergie, annuler la hausse programmée du prix du gaz au 1er juillet, plafonner les frais bancaires, faire la gratuité des premier s KwH, abolir les coupures d'électricité, de chaleur et de gaz (hors trêve hivernale), annuler les réformes Macron sur le revenu de solidarité active (RSA)

Faire une grande loi santé

– Réguler l'installation des médecins dans les déserts médicaux et rétablir des permanences de soin des soignants libéraux dans les centres de santé

– Conditionner l'ouverture des cliniques privées à la participation à la permanence de soins et à la garantie d'un reste à charge zéro

– Engager un plan pluriannuel de recrutement des professionnels du soin et du médico-social (médecins, infirmiers, aides-soignants, personnels administratifs) et de revalorisation des métiers et des salaires

– Créer un pôle public du médicament avec un renforcement des obligations de stocks

– Interdire tous les polluants éternels (PFAS) pour toutes les utilisations, notamment les ustensiles de cuisine

Faire une grande loi éducation

– Réduire les effectifs par classe pour faire mieux que la moyenne européenne de 19 élèves

– Moduler les dotations des établissements scolaires – y compris privés – en fonction de leur respect d'objectifs de mixité sociale

– Démocratiser l'université en abolissant Parcoursup et la sélection dans l'université publique, instaurer le repas à 1 euro dans les Crous

– Investir dans l'éducation nationale à hauteur des besoins en engageant la revalorisation des grilles de salaires, en réinvestissant dans les locaux scolaires, en renforçant les effectifs de la médecine scolaire – en garantissant le nombre de personnels par établissement – et de la vie scolaire en reconnaissant leur rôle pédagogique, en créant un service public d'accompagnement des élèves en situation de handicap, en formant et titularisant les actuelles accompagnantes d'élèves en situation de handicap (AESH)

– Mettre en place une garantie d'autonomie qui complète les revenus des ménages situés en dessous du seuil de pauvreté (accessible dès 18 ans pour les personnes indépendantes fiscalement et dès 16 ans pour les élèves de l'enseignement professionnel)

Entamer la planification écologique

– Faire voter une loi énergie climat

– Inscrire le principe de la règle verte

– Mettre en place un plan climat visant la neutralité carbone en 2050

– Assurer l'isolation complète des logements, en renforçant les aides pour tous les ménages, et en garantissant cette prise en charge complète pour les ménages modestes

– Accélérer la rénovation des bâtiments publics (écoles, hôpitaux, etc.)

– Renforcer la structuration de filières françaises et européennes de production d'énergies renouvelables (de la fabrication à la production)

Au moment où l'extrême droite menace, nous rappelons que la parole et les actes racistes, antisémites et islamophobes se propagent dans toute la société.



Manifestation à Strasbourg, le 10 juin. MATHILDE CYBULSKI/HANS LUCAS/AFP

– Faire de la France le leader européen des énergies marines avec l'éolien en mer et le développement des énergies hydroliennes

– Revenir sur la fusion entre l'Agence de sûreté nucléaire (ASN) et l'Institut de recherche sur la sûreté nucléaire (IRSN)

– Refuser la privatisation des barrages hydroélectriques

Lutter contre toutes les formes de racisme, contre l'antisémitisme et l'islamophobie

Au moment où l'extrême droite menace, nous rappelons que la parole et les actes racistes, antisémites et islamophobes se propagent dans toute la société et connaissent une explosion inquiétante, sans précédent. Aucune tolérance n'est de mise face à ces menaces et à ces comportements, d'où qu'ils viennent.

S'attaquer à nos compatriotes pour leur couleur de peau ou leur religion supposée ou réelle, c'est s'attaquer à la République. En voir certains quitter ou vouloir quitter notre pays est un échec collectif.

Nous nous engageons à :

– Donner à la justice les moyens de poursuivre et de sanctionner les auteurs de propos ou d'actes racistes, islamophobes et antisémites

– Instaurer un commissariat à l'égalité doté d'un observatoire des discriminations et de pôles spécialisés au sein des services publics et des cours d'appel

– Adopter et mettre en œuvre un plan de lutte contre les discriminations, notamment à l'embauche, à la santé et au logement, et le renforcement par des sanctions

L'antisémitisme a une histoire tragique dans notre pays qui ne doit pas se répéter. Tous ceux qui propagent la haine des juifs doivent être combattus.

Nous proposerons un plan interministériel pour analyser, prévenir et lutter contre l'antisémitisme en France, notamment à l'école et contre ses effets sur la vie des populations qui le subissent.

Une autre haine cible particulièrement les musulmans ou les personnes assimilées à cette religion. Elle découle notamment de l'omniprésence des discours islamophobes dans certains médias, de presse écrite ou audiovisuelle.

Nous proposerons un plan interministériel pour analyser, prévenir et lutter contre l'islamophobie en France et contre ses effets sur ceux qui la subissent.

Nous assurerons la sécurité des lieux cultuels et culturels (juifs, musulmans, chrétiens) de notre pays en renforçant si nécessaire toutes les mesures de protection policière dont ils bénéficient.

Abolir les privilèges des milliardaires

Adopter un projet de loi de finances rectificative le 4 août, pour se doter d'une politique fiscale juste avec, notamment, les mesures suivantes :

– Accroître la progressivité de l'impôt sur le revenu à 14 tranches

– Rendre la CSG progressive

– Rétablir un impôt de solidarité sur la fortune (ISF) renforcé avec un volet climatique

– Supprimer la flat tax et rétablir l'exit tax

– Supprimer les niches fiscales inefficaces, injustes et polluantes

– Réformer l'impôt sur l'héritage pour le rendre plus progressif en ciblant les plus hauts patrimoines et instaurer un héritage maximal

– Instaurer une taxe kilométrique sur les produits importés

L'urgence de la paix

PROMOUVOIR UNE DIPLOMATIE FRANÇAISE AU SERVICE DE LA PAIX

Faire des propositions en vue d'une diplomatie de promotion des biens communs planétaires :

- Une diplomatie qui préserve notre environnement : reconnaissance du crime d'écocide, protection des fonds marins, défense de la gestion des pôles comme biens communs de l'humanité, soutenir la création d'un tribunal international de justice climatique et environnementale
- Une diplomatie au service de la santé : défendre la levée des brevets sur les vaccins et les moyens médicaux de lutte contre les pandémies
- Une diplomatie qui garantit la démilitarisation et la dépollution de l'espace

Adopter une diplomatie féministe en augmentant les financements internationaux pour les droits des femmes et en poussant l'adoption de la clause de la législation la plus favorisée en Europe

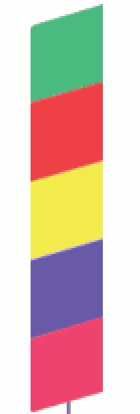
Faire respecter l'engagement de la France d'attribuer 0,7 % de son RNB à l'aide publique au développement

DÉFENDRE L'UKRAINE ET LA PAIX SUR LE CONTINENT EUROPÉEN

Pour faire échec à la guerre d'agression de Vladimir Poutine, et qu'il réponde de ses crimes devant la justice internationale : défendre indéfectiblement la souveraineté et la liberté du peuple ukrainien, ainsi que l'intégrité de ses frontières, par la livraison d'armes nécessaires, l'annulation de sa dette extérieure, la saisie des avoirs des oligarques qui contribuent à l'effort de guerre russe dans le cadre permis par le droit international, l'envoi de casques bleus pour sécuriser les centrales nucléaires dans un contexte international de tensions et de guerre sur le continent européen et œuvrer au retour de la paix

AGIR POUR UN CESSEZ-LE-FEU IMMÉDIAT À GAZA ET POUR UNE PAIX JUSTE ET DURABLE

- Rompre avec le soutien coupable du gouvernement français au gouvernement suprémaciste d'extrême droite de Netanyahou pour imposer un cessez-le-feu immédiat à Gaza et faire respecter l'ordonnance de la Cour internationale de justice (CIJ) qui évoque, sans ambiguïté, un risque de génocide
- Agir pour la libération des otages détenus depuis les massacres terroristes du Hamas, dont nous rejetons le projet théocratique, et pour la libération des prisonniers politiques palestiniens
- Soutenir la Cour pénale internationale (CPI) dans ses poursuites contre les dirigeants du Hamas et le gouvernement de Netanyahou
- Reconnaître immédiatement l'État de Palestine aux côtés de l'État d'Israël sur la base des résolutions de l'ONU
- Décréter un embargo sur les livraisons d'armes à Israël
- Infliger des sanctions contre le gouvernement d'extrême droite de Netanyahou tant que celui-ci ne respecte pas le droit international à Gaza et en Cisjordanie
- Demander la suspension de l'accord d'association Union européenne-Israël, conditionné au respect des droits humains
- Permettre l'organisation d'élections libres sous contrôle international pour permettre aux Palestiniens de décider de leur destin
- Faire respecter la souveraineté du Liban et la protection des 700 Français engagés sous casque bleu pour le droit international



Les mois suivants : LES TRANSFORMATIONS

Une fois ces grands chantiers lancés, tout reste à faire pour tout changer ! Ce sera la tâche du gouvernement et des députés du Nouveau Front populaire, en lien constant avec la société mobilisée, notamment les syndicats, associations, collectifs. L'ambitieux programme législatif de transformation que le Nouveau Front populaire se fixe pour les mois suivants est largement issu des propositions et revendications produites par cette société mobilisée. Sa cohérence globale, c'est l'application pleine et entière de la devise suivante : liberté, égalité, fraternité. Son cap, c'est l'harmonie des êtres humains entre eux et avec la nature.

Le service public est de retour

– Lancer le rattrapage des postes manquants de fonctionnaires à l'hôpital public, dans le soin et le médico-social, à l'école publique, dans la justice, les services et les agences de l'État, en revalorisant les métiers et les salaires

– Garantir l'accès aux services publics à toutes et à tous sans condition de nationalité et sur tout le territoire par un plan d'investissement : personne ne doit habiter à moins de trente minutes d'un accueil physique des services publics

– Garantir l'accès à chaque famille à un mode de garde adapté grâce à un service public de la petite enfance ouvrant 500 000 places en crèche ou autre forme de garde

– Organiser des états généraux des quartiers populaires et des états généraux des espaces ruraux pour construire une véritable égalité territoriale, notamment dans les services publics

– Lancer un plan grand âge en rénovant les Ehpad, en augmentant et en formant les professionnels du grand âge

– Interdire des placements hôteliers dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance et interdire les sorties sèches à 18 ans

– Faire une loi de programmation de la recherche plus ambitieuse

Garantir le droit au logement

Construire 200 000 logements publics par an pendant cinq ans aux normes écologiques les plus ambitieuses

Adopter une grande loi pour garantir le droit au logement effectif comprenant notamment :

– L'abrogation de la loi Kasbarian qui criminalise les locataires et l'interdiction des expulsions locatives pour impayés sans proposition de relogement

– L'encadrement des loyers de manière obligatoire dans les zones tendues, ainsi que des prix du foncier

– La garantie universelle des loyers pour sécuriser les propriétaires et les locataires

– Aucune remise en cause de la loi SRU et aggravation des sanctions contre les communes hors la loi

– L'ouverture du prêt à taux zéro à tous les ménages primo-accédants sans distinction géographique ou entre neuf ou ancien

Le nouveau droit à la retraite

Réaffirmer l'objectif commun du droit à la retraite à 60 ans

– Rétablir les facteurs de pénibilité supprimés par Emmanuel Macron

– Prendre en compte le RSA pour valider des trimestres en vue de la retraite

– Indexer le montant des retraites sur les salaires

– Soumettre à cotisation les dividendes, la participation, l'épargne salariale, les rachats d'action, les heures supplémentaires

– Augmenter de 0,25 point par an pendant cinq ans les cotisations vieillesse et moduler les cotisations sociales patronales

– Créer une surcotisation sur les hauts salaires

Vers une VIe République

– Abolir la monarchie présidentielle dans la pratique des institutions :

– Instaurer la proportionnelle

– Revitaliser le Parlement

– Abroger le 49.3

– Défendre la décentralisation effective en renforçant la démocratie locale dans l'unité de la République

– Instaurer le référendum d'initiative citoyenne (RIC) et renforcer le référendum d'initiative partagée en abaissant notamment le seuil de signatures citoyennes pour son déclenchement

– Passer à une VIe République par la convocation d'une assemblée constituante citoyenne élue

Sûreté, sécurité et justice

– Assurer la sécurité de la population par le rétablissement de la police de proximité, la suppression de la réforme Darmanin qui a affaibli la police judiciaire, le maintien de l'ensemble des gendarmeries, l'augmentation des effectifs de police judiciaire, technique, scientifique, du renseignement, des unités en charge du narcotrafic, de la délinquance financière, du trafic d'êtres humains et du démantèlement des réseaux mafieux

– Revoir et allonger la formation des policiers

– Mettre en place un nouveau code de déontologie, supprimer l'IGPN et l'IGGN et les remplacer par un nouvel organisme indépendant, rattaché à la Défenseure des droits

– Augmenter les moyens de la justice pour garantir un traitement juste et dans un délai raisonnable de l'ensemble des procédures, notamment par l'embauche de magistrats, greffiers, agents de la protection judiciaire de la jeunesse

– Agir contre la surpopulation carcérale, assurer des conditions dignes de détention et donner les moyens à l'administration pénitentiaire et judiciaire de réaliser sa mission en toute sécurité

– Mettre en place les récépissés pour les contrôles d'identité

Faire bifurquer l'économie et réindustrialiser la France

– Engager un plan de reconstruction industrielle pour mettre fin à la dépendance de la France et de l'Europe dans les domaines stratégiques (semi-conducteurs, médicaments, technologies de pointe, voitures électriques, panneaux solaires, etc.)

– Réaliser un diagnostic préalable des ressources naturelles avant implantation industrielle

– Encadrer la sous-traitance, garantir la responsabilité du donneur d'ordres et mettre en place des quotas de sous-traitants issus du tissu de TPE/PME et de l'artisanat local

– Conditionner les aides aux entreprises au respect de critères environnementaux, sociaux et de lutte contre les discriminations au sein de l'entreprise. Les inscrire dans une stratégie industrielle publique. Exiger le remboursement des aides en cas de non-respect des contreparties

– Faire des salariés de véritables acteurs de la vie économique, en leur réservant au moins un tiers des sièges dans les conseils d'administration et en élargissant leurs droits d'intervention dans l'entreprise

– Réglementer la banque et la finance pour éviter de nouvelles crises et financer l'économie réelle

– Augmenter les réserves des banques pour faire face aux risques climatiques

– Zéro financement des banques pour les énergies fossiles en commençant par les nouveaux projets

– Taxation renforcée des transactions financières

– Créer un droit de préemption pour permettre aux salariés de reprendre leur entreprise sous la forme d'une coopérative

– Accompagner les reprises des entreprises en Scop par les salariés

– Créer un pôle public bancaire s'appuyant sur la Caisse des dépôts et consignations et la Banque publique d'investissement qui aura notamment pour tâche d'affecter la collecte de l'épargne réglementée vers les besoins sociaux et écologiques

Défendre les droits des travailleurs

– Organiser une conférence nationale sur le travail et la pénibilité visant au rétablissement de la durée effective hebdomadaire du travail à 35 heures, au passage aux 32 heures dans les métiers pénibles ou de nuit immédiatement, et son extension par la négociation collective

– Adopter un plan d'action « zéro mort au travail » par le rétablissement des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), l'embauche d'inspecteurs du travail et de médecins du travail, la mise à jour du tableau des maladies professionnelles en intégrant notamment le burn-out

Développer les transports publics et écologiques

– Garantir des tarifs accessibles et des mesures de gratuité ciblée (jeunes, précaires, etc.) dans les transports publics et baisser la TVA sur la tarification des transports en commun à 5,5 %

– Mettre en place un plan rail et fret, créer des services express régionaux, adopter un moratoire sur la fermeture des petites lignes et les rouvrir dès que possible, revenir sur la privatisation de Fret SNCF

Conserver la biodiversité

– Défendre les zones agricoles, naturelles et les zones humides, doubler et améliorer la protection des aires maritimes protégées

– Protéger la forêt en garantissant la diversité des essences, avec une filière sylvicole respectueuse de la biodiversité et des sols, garantissant les qualifications et les emplois des forestiers

– Rétablir les milliers de postes supprimés dans le service public de suivi et de protection de la nature : à l'Office national des forêts, à l'Office français de la biodiversité, à Météo France, au Cerema

L'eau, notre bien commun

– Aller vers la gestion 100 % publique de l'eau en régies locales : pour la gratuité des premiers mètres cubes indispensables à la vie et la tarification progressive et différentielle selon les usages

– Atteindre durant le mandat le très bon état écologique et chimique de tous les cours d'eau (fleuves, rivières, ruisseaux) et réserves souterraines et faire contribuer les industriels à la dépollution des nappes et des sols

– Mailler le territoire de fontaines à eau, de douches et de sanitaires publics et gratuits

Pour une agriculture écologique et paysanne

– Annuler l'accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (Ceta) ; renoncer à l'accord du Mercosur et protéger nos agriculteurs de la concurrence déloyale
– Interdire l'importation de toute production agricole ne respectant pas nos normes sociales et environnementales
– Lutter contre l'accaparement des terres et permettre à chaque agriculteur qui souhaite s'installer d'accéder à une exploitation pour préserver le modèle agricole familial
– Soutenir la filière du bio et l'agroécologie, encourager la conversion en bio des exploitations en reprenant leur dette dans une caisse nationale et garantir un débouché aux produits bio dans la restauration collective
– Rétablir le plan Écophyto, interdire le glyphosate et les néonicotinoïdes avec accompagnement financier des paysans concernés

Pour l'émancipation de la jeunesse

– Arrêter le service national universel (SNU) pour soutenir à nouveau les associations de jeunesse et d'éducation populaire
– Créer un dispositif de billet unique ouvert aux jeunes leur permettant d'accéder à l'ensemble des trains, transports en commun, ainsi qu'aux vélos et voitures en libre-service du territoire français

Étendre les droits des femmes et des personnes LGBTQI

– Adopter une loi intégrale pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles en portant le budget à 2,6 milliards d'euros comme demandé par les associations
– Instaurer l'égalité salariale et créer un congé menstruel dans les entreprises et administrations
– Faire prendre en charge par la Sécurité sociale les protections menstruelles et sanctionner les fabricants qui ne respectent pas le contrôle sanitaire et la régulation des prix
– Établir la filiation par reconnaissance comme principe par défaut, rembourser la procréation médicalement assistée (PMA), la rendre accessible aux personnes trans
– Mettre en œuvre un plan d'éradication des violences à l'encontre des personnes LGBTQI
– Autoriser le changement d'état civil libre et gratuit devant un officier d'état civil
– Faire face à l'offensive transphobe : lutter contre la transphobie et augmenter les moyens dans la santé pour les transitions

Rompre avec la maltraitance animale

Sortir des fermes-usines, améliorer le bien-être animal et interdire l'élevage en cages d'ici à la fin de mandature

Un service public des arts et de la culture et des médias au service de l'émancipation

– Renforcer le budget public consacré à l'art, la culture et la création pour le porter à 1 % du PIB par an
– Limiter strictement la concentration dans les industries culturelles et les médias dans les mains de quelques propriétaires et exclure des aides publiques les médias condamnés pour incitation à la haine ou atteinte à la dignité des personnes
– Défendre l'indépendance des rédactions face à leurs propriétaires
– Garantir la pérennité d'un service public de l'audiovisuel en instaurant un financement durable, lisible, socialement juste et en garantissant son indépendance
– Étendre la gratuité dans tous les musées nationaux, garantir une tarification abordable dans les institutions publiques et encadrer les tarifs abusifs des lieux privés
– Défendre et améliorer le régime des intermittents et aller vers la création d'un nouveau régime pour les artistes-auteurs

Une République laïque

– Engager un vaste plan de formation des fonctionnaires à la laïcité, aux principes juridiques de la loi de 1905, renforcer la pédagogie de la laïcité dans l'éducation nationale pour accompagner les professeurs
– Augmenter les moyens de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes) et élargir son domaine d'intervention au domaine de la formation professionnelle et de la santé publique
– Refuser les financements publics pour la construction de nouveaux édifices religieux, dédiés aux activités cultuelles ou d'établissements confessionnels

Pour un sport populaire

– Fixer la pratique de l'EPS à quatre heures hebdomadaires tout au long de la scolarité et créer une association sportive dans tous les établissements scolaires du premier degré
– Porter un plan de 10 000 équipements sportifs supplémentaires, pensé pour favoriser la pratique du sport féminin et du parasport
– Rénover les équipements sportifs existants, notamment dans les universités
– Porter les moyens du ministère des Sports à 1 % du budget de l'État
– Développer des maisons de sport-santé dans tout le pays et rembourser le sport sur ordonnance

Les outre-mer, avant-postes de la planification écologique

– Réglementer les tarifs de desserte aérienne
– Mettre en place un taux maximal de sucre dans les aliments transformés
– Organiser un congrès général des territoires éloignés et insulaires pour établir un plan d'action partagé pour l'égalité et l'autonomie dans les outre-mer sur la base des cahiers de revendications et des « plans pays » et la mise en place d'un plan quinquennal d'investissement
– Organiser la distribution de bouteilles d'eau et plafonner le prix de l'eau partout où le service d'eau potable est défaillant via la modification du plan Orsec-eau, et mettre en place de grands travaux de rénovation des canalisations
– Créer un fonds d'indemnisation et de prévention contre les pollutions pour indemniser et assurer la prise en charge médicale des victimes de la chlordécone et des sargasses, et investir dans la dépollution et la décontamination des sols et des eaux (chlordécone et glyphosate aux Antilles, mercure en Guyane, essais nucléaires en Polynésie…)
– Cesser de faire de Mayotte un territoire de seconde zone de la République. Étendre l'aide médicale d'État, aligner les niveaux du RSA et du Smic sur le reste du pays et scolariser systématiquement tous les enfants
– Prendre systématiquement en compte les outre-mer dans chaque texte législatif
– Lutter contre les situations de monopole dans les outre-mer
– Proposer un principe de faveur des ultramarins sur les postes à responsabilité et favoriser le retour des fonctionnaires d'État
– Favoriser l'enseignement des langues régionales en outre-mer
– Lancer un plan spécifique de rattrapage en matière de désenclavement routier et ferroviaire en Guyane

Garantir un accueil digne

– Abroger les lois asile et immigration de Macron
– Mettre en place une agence de sauvetage en mer et sur terre, dans l'attente de sa création au niveau européen et en appui de l'agence de l'Union européenne pour l'asile
– Assurer un accompagnement social et une autorisation de travailler pour les demandeurs d'asile
– Faciliter l'accès aux visas, régulariser les travailleurs, étudiants, parents d'enfants scolarisés et instituer la carte de séjour de dix ans comme titre de séjour de référence
– Créer un statut de déplacé climatique
– Améliorer les conditions d'accueil des exilés à Mayotte et supprimer les conditions empêchant le déplacement entre Mayotte et le reste du territoire
– Créer des voies légales et sécurisées d'immigration
– Réviser le pacte asile immigration européen pour un accueil digne des migrants
– Mettre fin aux mesures dérogatoires sur l'étude de la demande d'asile
– Renforcer les politiques de codéveloppement au service des populations
– Garantir l'accès à l'aide médicale d'État
– Garantir le droit du sol intégral pour les enfants nés en France et faciliter l'obtention de la nationalité française

Défendre les libertés publiques

– Abroger le contrat d'engagement républicain liberticide pour les associations
– Organiser des états généraux sur les libertés publiques
– Abroger les dispositions liberticides des lois sécurité globale, séparatisme, et les lois qui instaurent un état d'urgence permanent et portent atteinte à nos libertés individuelles et collectives, et réviser la loi et la doctrine sur l'ouverture du feu pour que cessent les morts pour refus d'obtempérer
– Interdire la reconnaissance faciale et évaluer de manière indépendante les dispositifs de vidéosurveillance en lien avec la Défenseure des droits
– Protéger les lanceurs d'alerte
– Défendre et renforcer les libertés syndicales et associatives et en finir avec leur répression

Europe

– Refuser le pacte de stabilité budgétaire
– Proposer un pacte européen pour le climat et l'urgence sociale
– Proposer une réforme de la politique agricole commune (PAC)
– Mettre fin aux traités de libre-échange
– Instaurer un protectionnisme écologique et social aux frontières de l'Europe
– Adopter un mécanisme d'harmonisation sociale par le haut entre les États pour mettre fin aux politiques de dumping social et fiscal
– Réindustrialiser l'Europe : numérique, industrie du médicament, énergie, etc.
– Instaurer une règle verte pour prioriser des investissements verts
– Taxer les plus riches au niveau européen pour augmenter les ressources propres du budget de l'Union européenne
– Généraliser la taxation des superprofits au niveau européen
– Modifier le droit de la concurrence en Europe pour garantir le droit de monopole public au niveau national
– Passer au vote à la majorité qualifiée au conseil pour les questions fiscales

Conformément à ce que nos groupes ont voté à l'Assemblée nationale, nous refuserons, pour l'application de notre contrat de législature, le pacte budgétaire, le droit de la concurrence lorsqu'il remet en cause les services publics et nous rejetterons les traités de libre-échange.



BON DE COMMANDE

PASS 3 JOURS
TARIF SPÉCIAL LECTEURS ET LECTRICES

Merci de bien vouloir renseigner l'intégralité des champs, toutes les informations sont nécessaires pour l'édition des billets.

Nom / Prénom

Adresse

Code postal **Ville**

Tél. **E-mail**

Je souhaite recevoir à mon domicile **Pass 3 jours x 45 € =** € (frais de port inclus)

Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de « *Société nouvelle du journal l'Humanité* ») à :
L'Humanité - Billetterie Fête de l'Humanité - 5, Rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex